ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1655 – 31 mars 2000 – prix : 9F

Jospin change de ministres... pour garder la même politique en faveur du patronat!

Russie : Poutine élu sans surprise, avec le sang des Tchétchènes

(p. 16)

30e Congrès du PCF une «mutation» qui vient de loin

(p. 2)

M 6189 - 1655 - 9,00 F

SOMMAIRE

Leur société

4 – Jospin nous fait une fausse retraite
– Thibault ne s'aligne pas sur Jospin
– La suppression de la gynécologie médicale

6 – Procès d'Orléans : de la solidarité à un sans papier
– Régularisation des sans-papiers !

7 – Lisbonne : incantation au dieu Internet
– Mont-Blanc : l'enquête judiciaire coincée

Remaniement

5 – Fabius, la doublure de Strauss-Kahn
– Avec Lang, le pire est toujours possible
– Une potiche nommée Duffour

Tribune

6 – Le PCF cuvée 2000 : Rosé de provence

Dans le monde

8/9 – Serbie-Kosovo : un an après l'agression impérialiste
– Sénégal : élection présidentielle

16 – Russie : l'élection de Poutine
– Cette « démocratie » dont ils se vantent
– Lunettes roses, réalités sombres

Dans l'enseignement

10/11
– Allègre parti, les revendications restent à imposer
– À Marseille, à Lyon
– Les médias et le mouvement
– Réticences syndicales

Dans les entreprises

12 – SNCF : Élections professionnelles
– NUM Argenteuil

13 – Aluminium – Dunkerque
– Fonderies du Poitou Ingrandes – Vienne

14 – Organisme de retraites complémentaires
– VAI-CLECIM – Saint-Chamond
– Martinique : la justice s'attaque aux militants

Il y a quarante ans

15 – 21 mars 1960 : le massacre de Sharpeville

Voir

15 – *Les Rois du désert*

LE XXXe Congrès du PCF

LA « MUTATION » VIENT DE LOIN

Non sans grandiloquence, Robert Hue a qualifié le trentième congrès de son parti, qui vient de se tenir à Martigues, de « *congrès fondateur du nouveau parti communiste des années 2000* ».

On ne sait pas ce que donnera le ravalement à grand spectacle opéré par ses dirigeants, mais force est de constater que ce replâtrage masque une réalité fort ancienne. Non pas que le PCF reste lié à ses origines révolutionnaires. Il y a longtemps que les liens avec ce passé-là se sont distendus, et même brisés. Aussi longtemps que la « mutation » dont Hue parle aujourd'hui – mais on en parle depuis longtemps, Marchais lui même utilisait l'expression – il y a longtemps que ce processus de mutation est engagé.

Ainsi, par exemple, le congrès de Martigues s'est flatté d'innover, en chamboulant les structures du parti, en remettant en cause l'existence des cellules à la base, telles qu'elles existaient, ou n'existaient plus, selon les dires de Hue. Dans le même ordre d'idées, les structures de direction ont été modifiées, à la fois dans leur mode de désignation et dans leur fonction, sans que l'on sache d'ailleurs ce qu'il en sera à l'avenir, puisqu'il a été décidé que les formules adoptées n'auraient qu'un caractère expérimental.

Mais ces transformations formelles, même si elles traduisent une volonté d'exprimer une nette rupture avec des références encombrantes héritées du passé, ne changent pas grand-chose à la réalité telle qu'elle existe depuis pas mal de temps au sein du PCF. L'importance donnée aux notables qui seront désormais représentés automatiquement, de droit, dans les instances de direction, choque à juste titre nombre de ceux qui militent sur le terrain, dans les quartiers et les entreprises, ceux dont les efforts ont permis à ces notables de faire carrière. Mais le poids de ces notables dans la vie du parti, aussi bien au plan parlementaire qu'au plan local, dans les municipalités, n'est pas chose nouvelle. Au point que l'on connaît, et depuis bien longtemps, les fiefs d'untel ou d'untel, que l'on sait intouchables. Il y a bien longtemps que ces notables dictent leur loi sur leur territoire, en toute indépendance par rapport à leur parti.

De même, pour prendre un autre aspect évoqué lors de ce congrès, le choix de la participation gouvernementale, de nouveau réaffirmée avec force par Hue, ne relève pas d'une stratégie récente. Elle remonte aux années d'après-guerre, à plus de 45 ans donc, si l'on ne prend pas en compte le soutien sans participation de la direction du PC au gouvernement dirigé par le socialiste Blum, en 1936.

Mais il n'est pas besoin de remonter si loin dans le temps. L'expérience de la participation gouvernementale du PCF entre 1981 et 1984, sous l'égide de Georges Marchais qui en était alors le secrétaire général, est encore fraîche dans les mémoires des militants et des travailleurs. Tout comme le bilan qu'ils ont pu en tirer, qui fut totalement négatif à la fois pour les travailleurs et pour le PCF. Hue ne se privait d'ailleurs pas de le répéter, jusqu'à ce qu'il affirme le contraire… à partir du moment où Jospin accorda trois ministères (aujourd'hui quatre) au PCF.

Ce parti qui veut à toute force changer de peau a donc au moins une gestation qui part de loin.

Reste qu'il n'a pas choisi, comme d'autres l'ont fait, ou projettent de le faire, de renoncer à son étiquette communiste. Même si cette référence est pour certains de ses dirigeants, de ses cadres, de ses notables, purement formelle, elle n'a pas été jetée pour l'instant aux orties. Pourquoi ? Certes, pas par vénération pour un passé que les cadres du PCF piétinent sans remords. Mais parce qu'ils ont conscience que nombre de militants, en particulier dans les entreprises, là où les patrons mènent leur lutte de classe à eux, conservent leur fidélité à un idéal de justice sociale qu'incarne encore, peut- être confusément, le mot communisme. Et ce sont ces femmes et ces hommes qui permettent encore au PCF d'exister et qui lui confèrent son poids social et politique. Cet héritage-là, les dirigeants du PCF l'ont détourné depuis bien longtemps, et certains sont sans doute impatients de le bazarder.

Mais la prudence qu'ils adoptent montre que la rupture avec cette base n'est pas sans danger pour leurs calculs et leurs ambitions. Car ce faisant, ils scieraient la branche sur laquelle ils reposent. C'est pourquoi ils s'efforcent, en paroles, de justifier la participation gouvernementale tout en insistant sur leur volonté d'impulser le mouvement populaire.

Hue a invoqué, dans son intervention à Martigues, la nécessité d'imposer à la majorité de gauche « une perfusion » de ce mouvement populaire. Entre le mouvement populaire d'un côté et l'allégeance au gouvernement, il n'y a pas symétrie. L'équilibre n'est tenable qu'à condition que le mouvement ne dépasse pas les limites. C'est cette contradiction que la direction du PCF est contrainte de gérer, non sans difficulté, après ce « congrès fondateur » tout comme avant.

Jean-Pierre VIAL

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE À MONTBÉLIARD

Samedi 1er et dimanche 2 avril
Halle polyvalente
Allocution d'Arlette LAGUILLER
Dimanche À 15 H 30

FÊTE COMMUNE LUTTE OUVRIÈRE LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE METZ

Samedi 8 avril
de 16 h à 24 h
Centre Social
2, rue de Touraine
FAMECK

Rencontre avec les militants de Lutte Ouvrière à Chartres

Samedi 8 avril
toute la journée
Place du Châtelet
Vidéo et débat à 16 h 30

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

internet : http://home.worldnet.fr/lo-uci e-mail : lo-uci@worldnet.fr

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél 01 44 83 08 93 est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 12 400 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE ! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1 000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL et VILLE : .....

.....

COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....

.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de : .....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Changer quelques ministres,

POUR NE PAS CHANGER DE POLITIQUE

Pour tenter d'arrêter les mouvements de grève, Jospin a jeté par-dessus bord quelques ministres, dont Allègre quelque peu vomi. Mais les ministres ne sont que des fusibles destinés à protéger l'installation, et on peut les remplacer sans rien changer d'autre.

Pour éviter d'être attaqué dans son propre camp, et au lieu d'augmenter le nombre d'enseignants et les crédits destinés aux établissements scolaires ou hospitaliers, Jospin a décidé d'augmenter de 100 % le nombre de ministres Verts, qui passe de 1 à 2, et de 33 % le nombre de ministres communistes, qui passe de 3 à 4. Jospin leur donne des gages pour qu'ils soutiennent un peu plus sa politique et que le pied que le PC prétend avoir dans les luttes sociales se rapproche encore de celui qu'il a dans le gouvernement.

Pour satisfaire les enseignants, il fait venir Jack Lang. Comme figurant, il ne sera pas mal. Mais, pour résoudre les problèmes de l'Education nationale, il ne suffit pas de savoir organiser la Fête de la musique. Quant à Fabius, on l'a connu à bien des postes, y compris déjà comme ministre du Budget.

Est-ce qu'un ministre communiste et un Vert de plus vont changer la politique économique et sociale du gouvernement ? Est-ce que cela va faire cesser les économies sur les services publics indispensables à la population, faites pour distribuer l'argent au grand patronat ? Le gouvernement ferme des services hospitaliers ou des hôpitaux entiers, gèle la création nécessaire de postes d'enseignants, ferme des écoles ou des bureaux de poste dans les petites villes, supprime des lignes de chemin de fer ; ce qui diminue l'efficacité des services publics et aggrave le chômage, tout cela pour transférer plus d'argent aux financiers et aux industriels. C'est une politique révoltante et ce n'est pas parce que ceux qui nous gouvernent parlent à ce propos de « réforme » ou de « modernisation » que cela la rend meilleure.

Est-ce que cela va supprimer les menaces sur les retraites des agents des services publics d'abord, et de tous ceux du privé ensuite ? Certainement pas !

En fait, si les caisses de Sécurité sociale, si les caisses de retraite se vident, c'est parce qu'il y a des millions de chômeurs et des millions de travailleurs qui travaillent à temps partiel, contraints et obligés, ou qui ont des salaires en bas de l'échelle. C'est que le chômage permet de faire pression sur les travailleurs, sur les conditions de travail et sur les salaires. Ces cotisations en moins préparent, pour l'avenir, des retraités devant vivre en dessous du seuil de pauvreté.

Tout cela parce que de grandes entreprises, pour maintenir leurs profits, pour accroître leur capitalisation boursière, n'hésitent pas à ajouter les vagues de licenciements les unes aux autres, en rejetant sur la collectivité la charge de loger, de nourrir, de soigner et d'assurer les vieux jours de ceux qu'elles ont rejetés hors du circuit du travail.

Alors, un ministre communiste de plus et un Vert de plus ne pourront tout au plus que changer la couleur du gouvernement, le rouge et le vert donnant une couleur bizarre. Mais est-ce que cela changera sa politique ? Sûrement pas !

La misère pour les uns, les profits pour les autres, voilà cette société. C'est pourquoi nous ne devons pas nous laisser tromper par ces mascarades ministérielles. Et les travailleurs en lutte ne doivent pas s'arrêter pour autant.

Bien sûr les nouveaux ministres vont négocier, engager des pourparlers, tenter de calmer la colère, faire durer ! Mais donneront-ils quoi que ce soit de conséquent ? C'est cela le problème ! En tout cas, on peut répondre d'avance qu'ils ne changeront pas fondamentalement les choses et que la situation actuelle continuera à s'aggraver, même s'il y a un temps d'arrêt.

Alors, non seulement il faut continuer à lutter mais il faut aussi unifier toutes les luttes partielles qui ont lieu et auront lieu dans l'avenir proche en une lutte d'ensemble de tous les travailleurs, du privé comme du public, pour changer le rapport de forces entre les salariés et le patronat dont le gouvernement défend en priorité les intérêts.

RÉUNIONS PUBLIQUES avec ARLETTE LAGUILLER

LYON
avec Marie-Christine PERNIN
Technicienne de laboratoire aux HCL
Vendredi 7 avril
à 20 h 30
Mairie du 6e arrondissement
33, rue Bossuet à Lyon (6e)
Métro : Masséna

RENNES
Vendredi 21 avril
à 20 h 30
Salle de la Cité
Rue Saint-Louis

VALENCIENNES
Vendredi 28 avril
à 19 h
Salle des Fêtes
Place Louis-Maillard
Saint-Saulve

JOSPIN NOUS FAIT UNE FAUSSE RETRAITE

Les propositions de Jospin sur les retraites ont pu apparaître comme un recul par rapport aux indications fournies par les rapports émanant du gouvernement et de ses services. Le ton était tout autre que celui du rapport Charpin, publié voici plus d'un an, et qui évoquait la perspective de prolonger jusqu'à 42,5 ans la durée de cotisations donnant droit à une retraite entière, s'appliquant à tous les salariés.

Plus question non plus de remettre en cause les régimes spéciaux de retraite (SNCF, RATP en particulier). Jospin a insisté sur sa volonté de maintenir le système de retraite par répartition.

Cela a suffi pour qu'à gauche, on se félicite des orientations annoncées ; Ayrault, président parlementaire du PS, tout comme Bocquet, pour les députés du PCF, ont exprimé leur satisfaction devant la volonté de concertation affichée par Jospin (Bocquet critiquant tout de même l'allongement proposé du temps de cotisations des fonctionnaires).

Pourtant, derrière les phrases ronflantes et par-delà les déclarations de bonnes intentions, on constate que la logique de Jospin n'est en rien différente de celle de ses prédécesseurs visant à diminuer le montant des pensions et retraites. Il n'a nullement remis en cause le système de calcul prenant en compte les 25 meilleures années pour le calcul de la retraite, au lieu des 10 meilleures antérieurement. Or cette modification, introduite par Balladur en 1993 pour le secteur privé, aboutit à diminuer le montant des retraites, et elle devrait être retirée. Mais Jospin considère cela comme un acquis, tout comme le passage de 37,5 années de cotisations à 40 années introduit en 1993 par le même Balladur. Et il a repris en compte la proposition de Juppé d'aligner la durée de cotisations des fonctionnaires sur celle du privé.

Les arguments sont toujours les mêmes : l'équilibre des comptes, l'équité (car pour ces gens-là, être équitable c'est toujours aligner vers le bas)… La seule différence est dans la méthode choisie : Juppé avait voulu passer en force, Jospin avance à pas feutrés, se propose d'obtenir l'accord complice de quelques syndicats et évite soigneusement d'attaquer toutes les catégories de front en écartant – pour le moment du moins – toute remise en cause du régime de retraite des cheminots et du personnel de la RATP, fers de lance des grèves de décembre 1995.

Sur le reste, même s'il n'y a pas de décisions précises pour le moment, le message est clair : pas un mot sur la revalorisation des retraites et par contre la volonté «*d'aider les salariés par la mise en place d'instruments d'épargne à long terme, collectifs et négociés*», ce qui revient à favoriser le développement des fonds de pension… sans les nommer.

Cette duplicité n'étonnera personne : on a eu droit à la même opération avec la loi Aubry, présentée comme un cadeau fait aux salariés, et qui impliquait là aussi concertation et discussion. On en mesure maintenant tous les effets néfastes.

La négociation proposée par Jospin sur les retraites masque (mal) la volonté de s'attaquer aux conditions d'existence des salariés.

Il n'y a donc aucune raison d'attendre pour réagir. Au contraire, alors que ce gouvernement montre déjà sa faiblesse face aux personnels de l'Education nationale, des Impôts ou des hôpitaux, ce serait le moment de faire converger les luttes des travailleurs, du secteur public comme du secteur privé, sur des objectifs communs à tous, dont celui d'obliger Jospin à remiser ses projets sur la retraite et à ramener à 37 ans et demi la durée de cotisations exigée pour les salariés du privé, portée à 40 ans en 1993 par Balladur.

Il faut souhaiter de ce point de vue que la journée d'action décidée par les fédérations syndicales pour le 30 mars soit un premier pas vers cette riposte nécessaire.

Paul BARRAL

– Thibault ne s'aligne pas sur Jospin –

Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, a déclaré dans une interview publiée dans le quotidien *Le Monde* du 24 mars, en réponse au projet de Jospin visant à aligner le temps de cotisations pour la retraite des fonctionnaires sur celui des salariés du secteur privé, qu'il serait plus juste de revenir aux 37,5 annuités de cotisations pour tout le monde.

Cependant, quand Balladur avait imposé les 40 annuités pour les salariés du secteur privé, les syndicats, la CGT incluse, n'avaient pas mené une campagne bien vigoureuse contre son plan ; bien plus timide en tout cas que celle de 1995, organisée à l'initiative de FO et la CGT, contre le plan Juppé qui visait à remettre en cause (déjà) les systèmes de retraite des cheminots et, plus généralement, ceux de la fonction publique. Une riposte qui avait contraint Juppé à baisser piteusement pavillon.

L'attitude de Thibault, quelques puissent être ses arrière-pensées, ses non-dits, rompt heureusement avec la stratégie du stylo et de la concertation à tout prix, et surtout à n'importe quel prix, dont il s'était fait le champion ces derniers mois. Elle se distingue de celle, sans surprise, de la dirigeante de la CFDT Nicole Notat qui, faisant une nouvelle fois et comme en 1995 chorus avec la droite… et les dirigeants du PS, reproche à Jospin de ne pas y aller plus franchement et s'inquiète de sa volonté d'aller jusqu'au bout de la réforme.

Nombre de militants de la CGT, confrontés aux salariés et salariés eux-mêmes doivent, à juste titre apprécier les propos plus déterminés de leur dirigeant. Reste maintenant à passer de la parole aux actes, et à faire en sorte que l'alignement de la durée des retraites se fasse dans le bon sens, celui du retour aux 37,5 années, et non sur les 40 années souhaitées par Jospin et son gouvernement pluriel.

Vincent GELAS

AFP

LES ÉCONOMIES BUDGÉTAIRES CONTRE LA SANTÉ

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté le 25 mars à Paris contre la disparition progressive de la gynécologie médicale, une spécialité que les gouvernements s'emploient à faire disparaître depuis une quinzaine d'années. Et celui de Jospin ne mène pas une politique différente de ses prédécesseurs.

Ceux qui veulent voir disparaître cette spécialité invoquent le fait qu'il s'agit d'une spécificité française, que d'autres pays développés, en Europe notamment, ne connaissent pas. Comme s'il était défendable de s'aligner sur l'offre la plus basse en matière de santé. En suivant cette argumentation, les mêmes justifieront demain de restreindre l'accès des plus petits enfants dans les crèches ou les classes maternelles ! Quant au fait que la spécialité de la gynécologie chirurgicale est toujours reconnue – à la différence de la gynécologie médicale dont le diplôme est supprimé depuis quatorze ans –, c'est une bien piètre consolation. Les défenseurs des gynécologues ont bien raison de dire qu'il vaut mieux prévenir et dépister les maladies, plutôt que de les guérir en opérant et en mutilant.

En fait, il en va de cette question comme de bien d'autres liées à la santé. La disparition de la gynécologie médicale est voulue pour une sordide affaire d'économies. En voulant obliger les femmes à passer par des médecins généralistes pour traiter de leurs problèmes, plutôt que par des spécialistes dont les honoraires coûtent évidemment plus cher en remboursements à la Sécurité sociale, les gouvernements voudraient surtout réaliser des économies.

Alors, que les femmes veuillent conserver et faire respecter leurs acquis en matière de santé, c'est tout à fait légitime. Il n'y a que les esprits bornés des responsables gouvernementaux, plus habitués à tailler dans les budgets qu'à se pencher sur les problèmes humains et les besoins de la population, pour ne pas comprendre que les femmes n'ont pas forcément envie de confier leurs problèmes gynécologiques à leur généraliste, aussi compétent soit-il dans le traitement d'autres problèmes de santé.

R.M.

FABIUS, LA DOUBLURE DE STRAUSS-KAHN

En abandonnant le perchoir de l'Assemblée nationale pour le maroquin de l'Économie et des Finances dans le gouvernement de Jospin, Fabius réintègre un niveau de responsabilité dont il avait été écarté par l'affaire du sang contaminé. Le prix à payer est que cet ancien Premier ministre doit accepter de se placer sous les ordres de l'actuel Premier ministre, un cas de figure qui ne s'est pas produit, paraît-il, depuis 1966. Au moment de sa démission, Strauss-Kahn avait été salué chaleureusement par les milieux patronaux. L'arrivée de Fabius également. Le patronat connaît ses amis.

La carrière ministérielle de Fabius a commencé en 1981 au ministère du Budget. Il y fut l'auteur d'un impôt sur la fortune, peau de chagrin. En effet, ce fils d'un riche marchand de tableaux avait su en écarter les œuvres d'art. Tandis que le gouvernement de gauche imposait le blocage des salaires, Fabius lança un budget dit de «rigueur» pour 1983. Devenu ministre de l'Industrie, cet élu de Haute-Normandie accorda au repreneur de la papeterie de La Chapelle-Darblay une aide de l'Etat d'un montant de 3,2 milliards de francs, dont 2,3 milliards d'aides directes.

En 1984, Fabius devenait, à 37 ans, le plus jeune Premier ministre en succédant à Pierre Mauroy, qui venait d'assurer le «sale boulot» en soutenant différents plans de licenciements notamment dans la sidérurgie. Il navigua alors entre l'affaire du sang contaminé et celle du *Rainbow Warrior*. Ces affaires et des oppositions internes au PS, notamment avec Jospin, l'enverront au perchoir de l'Assemblée dès 1988.

Blanchi dans l'affaire du sang contaminé, Fabius guettait son heure. Ces derniers mois, il a multiplié les déclarations à propos de la politique économique de Jospin. Ces remarques indiquent dans quelle direction il entend aller. En octobre dernier, on parlait beaucoup des stock-options, il prétend les rendre «*transparentes*» et les «*étendre au-delà des dirigeants*» d'entreprise. Le 2 février, il se dit pour «*baisser fortement la taxe d'habitation*» et même la «*supprimer complètement*».

Le 4 mars, en écho aux critiques de la droite qui reproche à Jospin la hausse des prélèvements obligatoires, Fabius parle de «*baisser réellement et rapidement les impôts.*» Le lendemain il veut ramener les prélèvements obligatoires «*à leur niveau de 1995*». Le 7 mars, dans *Les Echos*, il chiffre la baisse des impôts à 170 milliards sur trois ans.

Ces baisses d'impôts peuvent être perçues comme bonnes à prendre, en réalité elles favoriseront ceux devant en payer le plus. Fabius a bien précisé qu'il est pour une baisse de «*l'ensemble du barème*», y compris donc les hautes tranches qui se voient déjà sous la barre des 50%. Ce n'est pas pour rien si les partisans du capitalisme le plus débridé, Madelin et d'autres, ne cessent de vanter la baisse d'impôts. Les projets de Fabius ne peuvent que convenir aux plus riches. Il serait plus intéressant pour les bas revenus que la TVA sur les produits diminue, à condition que cette baisse soit bien répercutée sur les prix.

Les idées de Fabius en matière de retraite ne sont pas plus encourageantes. En février dernier, il a dit qu'il restait partisan du système par répartition. Mais il plaide pour de nouvelles cessions «*d'actifs aujourd'hui hypervalorisés comme France Télécom ou Thomson Multimédias*», donc de nouvelles privatisations pour alimenter le fonds de réserve sur les retraites. Il entend ouvrir la porte aux fonds de pensions et aimerait qu'«*il y ait la possibilité de souscrire à ce que j'ai appelé des fonds de partenariat retraites [...] ouverts à tout le monde*». Il souhaiterait simplement «*qu'obligation soit faite à ces fonds de pensions que 50% de leurs avoirs soient investis en actions françaises*».

L'éditorialiste des pages boursières des *Echos* fait les yeux doux à Fabius : «*Si* (Fabius) *réussit à mettre en pratique ses idées en matière de réduction des participations de l'Etat, de développement des stock-options ou de constitution de fonds de retraites investis en actions françaises, les entreprises, leurs actionnaires et leurs salariés seront gagnants*». Façon de dire que ce seront les classes riches qui trouveront leur compte si Fabius parvient à reprendre les projets que Strauss-Kahn avait préparés.

Jacques FONTENOY

AVEC LANG, LE PIRE EST TOUJOURS POSSIBLE

L'abandon de la compétition pour la mairie de Paris vaut à Jack Lang un portefeuille de ministre, c'est mieux qu'une messe.

Le 11 janvier 1993, Lang, alors ministre de l'Education nationale serre la main du «père» Max Cloupet, représentant de l'enseignement catholique, à l'occasion d'un accord sur le recrutement et la formation des maîtres des écoles privées du second degré.

AFP

Il retrouve donc un ministère qu'il a déjà fréquenté d'avril 1992 à mars 1993. A l'époque, il devait calmer la contestation étudiante qu'un projet de son prédécesseur d'alors – Jospin ! – avait fait naître. Conseillé par… Allègre, Jospin avait tenté, sans succès, une réforme de l'enseignement supérieur.

Lang était venu jouer les pompiers avec succès, puisque moyennant quelques aménagements, il avait réussi à la faire accepter aux étudiants. Il a ensuite tenté différentes réformes notamment dans les lycées. Mais la chute du gouvernement socialiste en 1993 ne permit pas son application.

Il se retrouve aujourd'hui dans un rôle analogue sauf que la réforme envisagée par Allègre, d'une tout autre ampleur, a mobilisé contre elle enseignants, parents et élèves. Si la détermination des adversaires de la réforme Allégre reste forte, Lang aura peut-être du fil à retordre. On ne peut que le souhaiter.

En 1992-1993, signe que les difficultés étaient moindres, Lang cumulait les fonctions de ministre de l'Education nationale avec celles de la Culture, sa spécialité depuis 1981, au point que même pendant la période de 1986-1988, où la droite était censée avoir repris le gouvernail, il se comportait comme s'il était toujours ministre de la Culture faisant de l'ombre au ministre en titre.

La Fête de la musique ou la techno-parade sont des initiatives de Lang plutôt appréciées mais, s'il est parvenu à tripler le budget de la Culture, l'argent n'a pas forcément été au plus utile. Lang a en général préféré distribuer l'argent aux activités culturelles les plus voyantes… et susceptibles d'assurer sa publicité personnelle, plutôt que d'élargir les possibilités culturelles pour le plus grand nombre ce qui aurait nécessité d'autres efforts et d'autres budgets, une autre politique en somme.

Et puis, preuve qu'avec Lang, il faut s'attendre à tout et souvent au pire, ce ministre socialiste et laïque a profité de son bref passage à l'Education nationale pour faire bénéficier l'enseignement catholique des mêmes avantages que l'enseignement public, en signant en janvier 1993 un accord sur la formation des maîtres du privé.

J. F

Nomination au « patrimoine »

UNE POTICHE NOMMÉE DUFFOUR

L'entrée d'un quatrième membre du PCF dans le nouveau gouvernement Jospin a réjoui Robert Hue, qui s'est déclaré «*très satisfait*».

Dans son éditorial de *L'Humanité* du 28 mars, Claude Cabanes se félicitait lui aussi et décelait là l'impact du 30e congrès du PCF sur un gouvernement qui aurait mis le cap à gauche, cap «*non seulement maintenu mais accentué encore plus à gauche*». Les travailleurs apprécieront le cap à gauche en question, qui depuis trois ans s'est surtout traduit par des mesures tout ce qu'il y a de droite, favorables au patronat dans tous les domaines sociaux, de la flexibilité des horaires de travail, des retraites, du chômage, etc., etc. Quant à l'arrivée de ce quatrième compère qui contribuerait à «*conforter la croissance et agir en faveur de l'emploi et de la justice sociale*», c'est une plaisanterie.

Car enfin, qu'est-ce que va bien pouvoir changer dans la politique de Jospin la présence d'un Michel Duffour, tout adhérent du PCF qu'il soit depuis 1959, assis sur un misérable strapontin de secrétaire d'Etat, chargé du «*Patrimoine et de la décentralisation culturelle*», dont personne ne sait précisément en quoi cela consiste. Peut-être pourra-t-il vérifier si Chirac entretient bien son château de Corrèze ; ou même aller jusqu'à demander quelques précisions sur le patrimoine de quelques grandes fortunes du pays, sans toutefois qu'il y ait obligation de lui répondre… C'est dérisoire.

Après Jean-Claude Gayssot, ministre des Transports et du Logement, et qui dans ces deux domaines ne mène pas une politique bien différente de celle de ses prédécesseurs ; après Michelle Demessine au Tourisme et Marie-Georges Buffet à la Jeunesse et aux Sports, deux ministères décisifs comme chacun sait, voici encore un poste par lequel le PCF va être autorisé à renouveler sa caution à la politique du gouvernement Jospin sans pouvoir rien faire d'utile pour le monde du travail. Cela suffit visiblement à faire la joie de Hue et de la direction du PCF. Tant pis pour eux.

L.P.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

Le PCF cuvée 2000 : ROSÉ DE PROVENCE

Le Parti communiste nouveau est arrivé. Il garde la même étiquette. Mais de congrès en congrès le contenu est de plus en plus rose. Et même si Robert Hue s'est défendu de vouloir faire «*un PS-bis*», c'est bel et bien un pas de plus dans cette direction.

Un pas de plus dans une évolution de longue date, car ce n'est pas d'aujourd'hui que le PCF n'est plus vraiment communiste, qu'il se dit parti des luttes mais se veut avant tout parti de gouvernement, et que les aspirations de ses élus, maires ou députés, comptent plus que celles de ses dizaines de milliers de militants ouvriers.

L'évolution s'est accélérée avec la disparition de l'URSS, et surtout le retour du PC au gouvernement en 1997. On a déjà vu la «*citoyenneté*» et le «*sociétal*» remplacer dans le langage du PCF toute référence à la classe ouvrière. On a vu le ralliement aux privatisations, sous prétexte d'«ouverture du capital». L'innovation du congrès de Martigues tient surtout aux changements dans sa direction. Une place prépondérante y revient désormais, comme dans tout parti de politiciens bourgeois, de droit et plus seulement de fait, aux notables, députés, sénateurs ou maires de grandes villes, et on y a invité quelques personnalités issues de la mouvance socialiste ou anciens du Parti communiste qui ont adhéré ou de ré-adhéré pour cela à la veille du congrès.

Face à l'hémorragie de militants et à la chute des scores électoraux que le PC connaît depuis des années, cette mue réalisée sur les bords de l'Etang de Berre donnera-t-elle au PC de nouvelles ailes, comme le prétend Robert Hue? Sur le plan électoral en tout cas, les mauvais résultats de liste «*Bouge l'Europe*», qui se voulait préfiguration du nouveau PC, ne le laissent pas entrevoir.

Pour les municipales de l'an prochain, le PC préférera donc, une fois de plus, s'aligner sur le PS avec un accord électoral qui devrait lui permettre de conserver les municipalités qu'il dirige actuellement. Et le principal succès du week-end dernier pour Robert Hue est de s'être vu offrir par Jospin un quatrième poste de ministre.

Ces deux cadeaux du PS sont la contrepartie du soutien inconditionnel que le PC lui apporte au gouvernement. Avec le mécontentement que la politique du gouvernement suscite et qui s'est notamment traduit par les grèves aux impôts, dans les hôpitaux et dans l'enseignement, sans parler des multiples conflits locaux liés à l'application de la loi Aubry, Jospin a davantage besoin de la caution du Parti communiste.

Robert Hue la lui donne. Et il sert aux militants l'argument que le PC ne pourrait pas peser davantage sur la politique gouvernementale à cause des ses faibles scores électoraux. Mais cela ne semble pas les satisfaire tous. Loin de là.

La politique de Hue a probablement l'approbation d'une grande partie des militants de son parti, ne serait ce que faute d'une autre politique qui leur paraisse crédible. Mais entre l'opinion des militants de base et les 90 % à 95 % d'approbation donnés par le congrès à la politique de Hue, il a visiblement fallu un sacré filtrage. Le mécontentement à la base dépasse celui qui s'exprime au travers des courants d'opposition organisés. Il est probablement plus large que ne le montrent les 10 % à 14 % de votes contre, et 3 % à 5 % d'abstentions, qu'ont recueillis les divers textes de congrès dans les votes des militants, tels que les a publiés la direction.

L'essentiel ne tient évidemment pas au contenu de textes de congrès suffisamment alambiqués pour que chacun puisse y retrouver un peu de ses aspirations, ni à la composition d'un Comité national où l'entrée d'un responsable de SOS-racisme ou d'une figure des sans-papiers peut sembler compenser celle d'un architecte mitterrandiste.

C'est de la politique du gouvernement que vient le principal mécontentement de nombre de militants du parti communiste, et particulièrement de ses militants ouvriers. Ces militants-là, qui tiennent bien davantage à l'étiquette communiste que leurs dirigeants, sont certes d'année en année moins nombreux, non seulement en nombre absolu mais également en pourcentage au sein des militants du parti. Mais ils restent la principale force d'intervention du PC et le plus grand nombre de militants politiques ouvriers de ce pays.

A eux, Hue s'est efforcé de donner le change en annonçant un «*tour de France des inégalités*», une nouvelle initiative bien vague et consensuelle qui pourrait selon lui meubler l'activité du parti jusqu'aux municipales.

Mais ces militants pourraient trouver mieux à faire. Les réactions des travailleurs contre la politique du gouvernement et du patronat se multiplient depuis quelques mois, même si elles restent pour l'instant isolées les unes des autres. Un émiettement que les directions des confédérations syndicales s'efforcent de maintenir. Rendre ces luttes plus efficaces en faisant qu'elles convergent, préparer la lutte d'ensemble des travailleurs nécessaire pour mettre un coup d'arrêt à l'offensive du patronat et du gouvernement, c'est à cela que pourraient s'atteler les militants ouvriers communistes qui ne veulent pas se laisser brider par la participation de leur parti à ce gouvernement. Et sur ce terrain nous nous retrouverions au coude à coude.

Olivier BELIN

Le numéro 8 de *Convergences Révolutionnaires* (mars-avril 2000), édité par la fraction *l'Etincelle* de Lutte Ouvrière et la Tendance *Révolution!* de la Ligue Communiste Révolutionnaire, est paru. Au sommaire, un dossier «*Croissance et mondialisation : des raisons pour une reprise de l'offensive ouvrière*» et des articles sur différents sujets, entre autres sur les réactions à l'application de la réduction du temps de travail à la mode Aubry, l'entente qui se dessine entre Medef, gouvernement et syndicats en vue de «refonder le social» ; un article sur le mouvement de protestation contre le gouvernement Haider en Autriche ainsi que sur la sale guerre pour l'exemple en Tchétchénie.

Pour se procurer ce numéro (10 F) ou s'abonner (60 F les 6 numéros, 100 F abonnement de soutien) écrire à *Lutte Ouvrière*, fraction *l'Etincelle*.

Sans-papiers

Procès d'Orléans

«L'HUMANITAIRE» DU GOUVERNEMENT, C'EST POUR LES DISCOURS

Ayant hébergé pour lui venir en aide un étranger sans papiers, Delphine Benama avait été une première fois poursuivie pour ce «délit» devant un tribunal qui l'avait relaxée. Le jugement expliquait alors que l'inculpée avait été «*inspirée uniquement par des considérations humanitaires sans aucun but lucratif*». Elle avait en effet agi par amitié et par solidarité.

Eh bien le parquet n'avait pas apprécié ce premier jugement et a fait appel. Le jugement du second procès qui a eu lieu le 21 février vient d'être rendu : cette fois la cour d'appel d'Orléans a condamné Delphine Benama à deux mois de prison avec sursis pour aide au séjour irrégulier.

Ce jugement a évidemment provoqué la consternation. «*C'est la solidarité qui est condamnée*», a déclaré l'avocat de Delphine. Et le professeur Schwartzenberg, qui défend les sans-papiers, a déclaré qu'il avait lui-même aidé, et même hébergé des sans-papiers, demandant à être inculpé lui aussi.

Juridiquement l'affaire provoque le scandale : n'aurait-on plus le droit d'héberger qui on veut chez soi, sans demander de papiers? Peut-on être condamné simplement pour s'être refusé à devenir auxiliaire de la police?

Mais par-delà l'aspect juridique il y a évidemment la volonté gouvernementale de traquer les sans-papiers et ceux qui leur viennent en aide. Car si le parquet a fait appel du premier jugement, c'est bien entendu que l'Etat veut faire un exemple afin de décourager tous ceux qui voudraient pratiquer un semblable hébergement par solidarité.

Les «*considérations humanitaires*» que relevait avec justesse – et avec justice – le premier tribunal ne comptent pas pour la police de Chevènement et la justice de Guigou. L'humanitaire? Allez-donc faire ça hors de France, là où ça épate la galerie! Mais pas de ça chez nous!

Les dirigeants de la gauche plurielle peuvent bien décrier le xénophobe Haider en Autriche, celui-ci n'aurait certainement rien trouvé à redire au verdict d'Orléans.

André VICTOR

RÉGULARISATION DES SANS-PAPIERS!

Manifestation à Paris le 18 mars 2000

La politique du gouvernement vis-à-vis des étrangers sans papiers, qui condamne des dizaines de milliers de travailleurs en situation irrégulière à vivre dans la misère et la clandestinité, a tendance à se durcir encore un peu plus.

Refus de réexaminer les dossiers, condamnations, arrêtés de reconduite à la frontière, détentions, expulsions : tout est fait pour tenter de démontrer aux «sans-papiers» qu'ils n'ont pas d'autre choix que de renoncer à vivre en France, alors qu'ils y vivent pour la plupart depuis de nombreuses années.

Dans le département de Seine-Saint-Denis où 14 000 sans-papiers ont été déboutés de leur demande, la situation est révoltante. 17 des 49 dossiers dont le réexamen avait été promis lors d'une grève de la faim sont toujours en souffrance chez le préfet. Quant à ceux qui ont eu des récépissés provisoires de courte durée, ils appréhendent le moment du renouvellement.

Par ailleurs, toujours en Seine-Saint-Denis, ce sont chaque jour des centaines d'étrangers qui font la queue pour obtenir un quelconque titre de séjour ou son renouvellement. Chaque matin seuls quelques tickets sont distribués à chaque file. Les autres sont priés de revenir le jour suivant. Certains arrivent dans la nuit, ou la veille au soir, dans l'espoir de passer enfin. Mais à plusieurs reprises, impitoyablement, les policiers sont intervenus pour disperser ceux qui faisaient la queue, en n'hésitant pas à utiliser des bombes lacrymogènes.

A Lille où des sans-papiers, précédemment chassés du CHR de Lille, occupaient depuis le 15 mars le foyer de l'Ecole de l'Institut d'Etudes Politiques, les forces de l'ordre sont intervenues samedi 25 mars à 6 heures du matin, pour les jeter dehors, manu militari, malmenant les étudiants qui s'interposaient.

Enfin, dans la nuit de dimanche 26 à lundi 27 mars, la police a évacué les étudiants sans papiers qui occupaient depuis plus de deux mois le grand amphithéâtre de l'Université de Paris-VIII (Saint-Denis – 93).

Ce que le gouvernement oppose à ces dizaines de milliers d'hommes et de femmes qui veulent vivre normalement dans ce pays n'est rien d'autre qu'une fin de non-recevoir odieuse.

Lisbonne

INCANTATION AU DIEU INTERNET

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Europe des Quinze se sont retrouvés à Lisbonne, le 23 mars, pour discuter entre autres de la croissance, du chômage et de l'exclusion. Ces plus hauts personnages des Etats d'Europe, qui se présentent comme quelques-uns des maîtres du monde, ont en fait joué à un de leurs jeux favoris : essayer de prévoir un avenir qui ne dépend en réalité pas d'eux.

Pour la croissance, pas de coup de génie dans la lecture de la boule de cristal : comme elle a tourné l'an passé autour de 3 % d'après les chiffres officiels, ce qui est loin d'être un record, ils prévoient qu'elle s'établira à 3 % dans les années à venir. C'est plus un souhait qu'une réalité. Et une réalité qui se traduit par l'enrichissement des plus riches, tandis que la population s'appauvrit. Cette réalité dépendra d'ailleurs de ce que décideront les propriétaires de capitaux.

En ce qui concerne l'exclusion, les instances européennes soulignent que la situation est grave. Pas besoin d'être devin, les chiffres sont parlants : 65 millions de personnes en Europe sont pauvres, soit 18 % de la population. Ces prévisions se limitent à faire baisser ce pourcentage à 15 % en 2005 et à 10 % en 2010. Quel programme ! Sans compter que la baisse du chômage ne signifie pas automatiquement la baisse de la pauvreté.

En revanche, les dirigeants européens sont entrés dans une sorte d'extase dès qu'ils ont évoqué le dieu Internet. Eux pourtant si prudents lorsqu'ils évoquent l'avenir de leur économie ont perdu tout sens de la mesure. Internet permettra d'atteindre le plein emploi en dix ans, affirment-ils. Ce qu'ils appellent la « nouvelle économie » est censé sauver l'Europe du chômage en créant… 20 millions d'emplois ! On croirait lire du Paco Rabanne.

Internet est un moyen de communication qui a peut-être quelques avantages, mais c'est un tout petit chaînon économique, qui n'est lié qu'indirectement à l'appareil productif. Quant à la demande très importante de titres liés à Internet sur les marchés boursiers, qui a amené certains titres à être évalués à dix fois, cent fois, voire mille fois le chiffre d'affaires des sociétés qui les émettent en Bourse, ce n'est pas une garantie pour l'avenir, mais une manifestation de la folie spéculative qui peut conduire à tout moment à un effondrement brutal. D'ailleurs, des sociétés représentatives de la « nouvelle économie » introduites récemment, c'est-à-dire sur le tard, en Bourse, ne bénéficient déjà plus de l'envolée qu'ont connue les premières arrivées.

Bref, à Lisbonne, les représentants officiels des gouvernements en ont rajouté dans les déclarations rassurantes mais fantaisistes puisqu'elles prévoient d'un côté le plein emploi et de l'autre… 10 % de pauvres !

Faisons leur confiance : des pauvres, ils sauront en fabriquer en quantité. Quant aux richesses, elles alimenteront la cagnotte des plus riches.

Roger PÉRIER

Mont-Blanc

L'enquête judiciaire coincée dans le tunnel

Les familles des 39 victimes de l'incendie du tunnel du Mont-Blanc ont commémoré le premier anniversaire de cette catastrophe du 25 mars 1999, en faisant entendre leur exaspération.

En effet, un an après la catastrophe, l'enquête piétine. Les familles attendent toujours de savoir ce qui s'est exactement passé ce jour-là et la part de responsabilité des sociétés concessionnaires du tunnel du Mont-Blanc, notamment la société des Autoroutes et tunnel du Mont-Blanc (ATMB).

A ce jour, il faut bien constater que, bien que le rapport Marec, commandé par le ministère des Transports, mettait en cause, en juillet dernier, les responsables des sociétés aussi bien côté français qu'italien, à cause d'une ventilation insuffisante, à ce jour la seule personne mise en examen a été un lampiste, en l'occurrence le chauffeur du camion qui a pris feu dans le tunnel, à l'origine de la catastrophe.

En théorie, les familles devront encore attendre juin prochain pour connaître les résultats d'une reconstitution qui doit avoir lieu en avril, et donc la part de responsabilité de l'ATMB.

L'ATMB, que préside actuellement un ancien directeur de cabinet de Chirac, est une affaire fort prospère (50 millions de francs de bénéfice net par an). Ses présidents successifs n'ont cependant jamais fait le choix d'investir dans la sécurité. La réouverture du tunnel à la circulation routière – qui n'est pas sans déclencher de polémiques avec les partisans du ferroutage, le transport des marchandises par chemin de fer – dépend d'ailleurs des travaux que l'ATMB est censée faire pour assurer des conditions de sécurité supérieures.

L'ATMB, qui appartient à 80 % à l'Etat, outre la gestion du côté français du tunnel, avait comme fonction annexe d'offrir à des hommes politiques une situation dorée, dont a bénéficié par exemple Balladur qui la présida de 1968 à 1981.

AFP

La cérémonie officielle, avec ministres des transports italien et français que les familles des victimes ont boycotté.

Si, demain, l'enquête judiciaire confirmait le rapport Marec et mettait en cause l'absence d'investissements en matière de sécurité de l'ATMB, est-ce que cela mettrait en cause l'actuel président, est-ce que cela pourrait s'étendre également aux précédents présidents de l'ATMB ? Voilà des questions sur lesquelles les juges chargés de l'affaire ne semblent pas pressés de se prononcer…

J. F.

Accident de camion

Les patrons ne courent de risques ni sur la route ni au tribunal

En octobre 1996 un accident provoqué par un camion incontrôlé faisait cinq tués dans une voiture. Le procès vient d'avoir lieu et le jugement devrait être rendu dans six semaines. Le conducteur du camion, ancien assistant technique ayant perdu son emploi (de quelle façon on l'ignore, mais cela a évidemment joué pour la suite) est devenu alors chauffeur routier. Il n'a trouvé de travail que dans une entreprise d'intérim, la SMBO, comme des centaines de milliers de salariés précaires. Il espérait, dit-il, trouver du travail en fixe, et se « défonçait » comme un malade.

Ce travailleur pratiquait en effet deux emplois à plein temps, pour deux sociétés différentes, cumulant des horaires ahurissants : 98 heures par exemple la semaine de l'accident, alors que le maximum légal est de 45 heures. Durant au moins six mois il a dépassé régulièrement les 300 heures mensuelles, allant jusqu'à 362 heures ! Et au cours des 31 heures précédant l'accident, il avait conduit ses camions durant 26 heures. Autant dire qu'il ne dormait quasiment pas. Et c'est ainsi qu'il s'est retrouvé au volant d'un semi-remorque de 44 tonnes dont il a perdu le contrôle, faisant un tête-à-queue sur l'autoroute, franchissant le muret de séparation des voies et percutant une voiture roulant en sens inverse dont tous les cinq occupants ont été tués.

Sans doute l'attitude de ce chauffeur a été irresponsable.

Mais le conducteur n'était tout de même pas seul en cause : son entreprise d'intérim connaissait parfaitement ses horaires puisqu'elle les décomptait et les payait. Les infractions étaient visibles et établies. Elle a pourtant laissé faire, se rendant au moins aussi coupable que le camionneur.

Durant le procès, le ministère public a réclamé dix-huit mois de prison, dont six mois ferme pour le conducteur, et des peines uniquement avec sursis pour trois responsables de la société d'intérim.

Des chauffeurs inconscients, mais poussés par tout un système et par la crainte du chômage, prennent d'énormes risques sur la route (car ce cas, s'il est exceptionnel n'est pas unique), en font courir à tous les usagers, et finissent parfois par aller en prison, alors que des dirigeants d'entreprises, parfaitement conscients, profitent de ces travailleurs, et sont menacés tout au plus d'une peine avec sursis.

Et pendant qu'au tribunal le représentant de l'Etat agit ainsi, celui-ci va lancer une nouvelle campagne contre les accidents de la route…

André VICTOR

L'OR NOIR

La société baptisée maintenant Total Fina Elf pour n'oublier personne, a tenu son assemblée générale, troublée par des manifestants et par quelques petits actionnaires peu contents de se trouver associés, à leur corps défendant, à la catastrophe de l'*Erika*.

Malgré ces troubles, la nouvelle société affiche des bénéfices mirobolants pour l'année 1999 : 25 milliards de francs, soit plus du double de l'année précédente.

Si cette société avait dû payer de sa poche le nettoyage des côtes souillées par le pétrole de l'*Erika*, il lui aurait fallu embaucher, disons 10 000 personnes durant six mois. Avec 8000 francs de salaire par mois, par exemple, en y ajoutant les charges sociales, on arrive à un total d'environ 800 millions de francs. Une somme considérable, certes, mais qui après tout n'est que le trentième (le trente-troisième exactement) des bénéfices. Mais les actionnaires veulent 33/33e et c'est donc l'Etat (militaires, pompiers) et les bénévoles qui ont travaillé gratuitement… pour les bénéfices du géant du pétrole !

A. V.

Serbie-Kosovo

Un an après l'agression impéri

LE FIASCO SANGLA DE LA PAIX IMPÉRI

Un an après le déclenchement de l'offensive de bombardements de l'OTAN contre la Serbie et sa province du Kosovo, dans la nuit du 24 au 25 mars 1999, les fameuses « frappes aériennes » de l'OTAN sont, aujourd'hui, plus difficiles à justifier avec des camouflages humanitaires. Et d'abord : sauver la population albanophone chassée de son pays par les forces militaires et paramilitaires serbes ? Mais la question se pose : aurait-elle été chassée aussi massivement, dans des délais aussi brutaux, dans des conditions aussi épouvantables, sans la campagne de bombardements lancée par la plus grande coalition militaire du monde ?

L'infamie de l'épuration « ethnique » patronnée par les dirigeants impérialistes

Certes, l'armée et les milices de Belgrade n'avaient pas attendu les dirigeants occidentaux pour pratiquer ce que leurs idéologues ont appelé la « purification ethnique ». Elles en avaient fourni les pires preuves pendant quatre années en Croatie, et surtout en Bosnie, avec quelque 200 000 morts et quelque trois millions de personnes « déplacées ». Elles avaient montré de quoi elles sont capables y compris au Kosovo au cours des affrontements de l'année 1998 avec les guérilleros nationalistes albanais de l'UCK, en tuant, en brûlant et rasant des villages, au prix de 2000 à 3000 morts et de 200 000 personnes chassées de leurs foyers.

Mais justement, pendant toutes ces années-là, de 1991 à 1998, toutes les grandes puissances s'étaient lavé les mains de ce qui se passait dans l'ex-Yougoslavie. Elles s'étaient bornées à patronner les accords passés entre Tudjman, le nationaliste croate, et Milosevic, le nationaliste serbe (le plus puissant des deux) — des accords connus de tous depuis au moins mars 1991, en vue du partage entre eux de la République de Bosnie-Herzégovine. Ces accords impliquaient les transferts forcés de populations et les massacres, afin d'« homogénéiser » les territoires reconnus aux cliques nationalistes rivales. Toutes les chancelleries occidentales étaient aussi conscientes de ces conséquences-là que les bandits locaux.

Une population serbe vivait depuis des siècles en Krajina ; depuis des siècles, la population de la Bosnie-Herzégovine était composée de Bosniaques plus ou moins musulmans, de Serbes, de Croates, etc. Toute la Yougoslavie était constituée de peuples entremêlés. Les séparer afin de former des fiefs ethniquement « homogènes » au profit de cliques assoiffées de biens et de pouvoir, exploitant sans vergogne depuis la mort de Tito des démagogies micro-nationalistes rivales, une telle opération ne pouvait que passer par une œuvre de mort.

A chacune des étapes – depuis les conquêtes serbes sur le dos de la Croatie, comme la Krajina, jusqu'à l'abandon de ces mêmes conquêtes dans le cadre des tractations précédant immédiatement le règlement de Dayton de novembre 1995 sous les auspices des États-Unis, et ces tractations incluaient l'abandon délibéré aux massacreurs serbes des enclaves musulmanes-bosniaques en Bosnie orientale –, chaque fois les diplomates occidentaux ont patronné pourtant le remodelage criminel imposé dans l'ex-Yougoslavie en taillant dans la chair même des peuples.

Milosevic était alors l'interlocuteur officiel des dirigeants impérialistes, reconnu, reçu, indispensable, en tant que patron de la plus puissante des bandes armées sévissant sur le territoire. Non seulement il était persona grata mais les accords de Dayton l'assuraient de l'impunité pour ce qui concernait « sa » province asservie du Kosovo, où le problème de la population albanophone majoritaire fut laissé à sa discrétion en tant que « *problème intérieur serbe* ».

Si bien que, pendant les années 1997-98 qui suivirent, lorsqu'une résistance armée apparut au sein de cette population opprimée, discriminée, les dirigeants serbes ont conservé le feu vert des dirigeants impérialistes pour mener leur sale politique et leur sale répression contre cette résistance et la population albanaise-kosovare au nom du nationalisme serbe. Là encore, le feu vert était tout à fait conscient. Ce n'était pas pire, mais c'était une continuité prévisible, et annoncée par beaucoup depuis le début du démembrement de la Yougoslavie.

De la complicité à l'opération punitive

Alors, quand au tournant des années 1998-1999 les dirigeants des grandes puissances ont décidé tout à coup de faire donner leur bras armé, l'OTAN, pour se retourner à coups de bombes contre la Serbie, de sataniser Milosevic comme ils l'avaient fait de Saddam Hussein, ils ont éprouvé le besoin de monter une mise en scène et une sinistre farce pseudo-humanitaire pour se justifier. Et c'est le malheureux sort de la population albanophone du Kosovo qui leur a servi d'aliment et de prétexte.

En réalité, ils n'en avaient pas plus cure que du sort des populations de Bosnie précédemment, ou de celui de cette même population albanaise-kosovare jusque-là.

Pour quelles raisons ?

Les raisons réelles de cette décision guerrière subite ne seront sans doute pas complètement élucidées avant longtemps. Depuis un an, des explications ont été parfois avancées, d'ordre géostratégique : l'impérialisme américain voulant assurer son emprise sur l'Europe du Sud-Est, des chefs militaires désemparés à la suite de la disparition de l'ennemi soviétique et à la recherche de bancs d'essai pour leurs armements et leurs stratégies, le désir d'affirmer la suprématie militaire des Etats-Unis sur l'Europe… Certes, tout cela a pu jouer, mais la volonté politique, non seulement celle des dirigeants américains mais aussi celle de leurs complices à la tête des puissances européennes unanimes, elle, a été largement passée sous silence.

Pourtant, la volonté d'avertissement, de la part des plus forts dans la jungle du monde capitaliste, vis-à-vis des peuples comme des petits chefs locaux, n'est pas chose nouvelle. Aux temps coloniaux, c'était la politique de la canonnière mais, même si le monde est devenu aujourd'hui plus compliqué, l'impérialisme obéit aux mêmes lois : il tient à administrer la leçon du plus fort, à ramener dans le rang ses sous-fifres régionaux quand il les juge trop indociles à ses desiderata, trop tentés de se montrer arrogants envers lui – comme c'était sans doute le cas de Milosevic.

L'impérialisme tient toujours à démontrer à la face du monde qu'il reste, en dernière analyse, le seul maître de la destinée des peuples, dans les Balkans comme ailleurs, par la terreur si besoin est. Comme il l'avait démontré en Irak, comme il l'a montré en Yougoslavie à l'intention de toute la région, en détruisant son potentiel économique, en s'en prenant avant tout aux cibles civiles.

Il est significatif que cette guerre ait, en même temps, ménagé l'armée serbe, qui en est sortie indemne, tant dans son matériel de base que dans la personne de ses grands chefs.

En tout cas, dès lors que les dirigeants impérialistes ont voulu mener leur guerre et l'ont décidée, ils sont passés aux actes. Les fameuses discussions de Rambouillet n'ont été qu'un leurre, et elles se sont terminées sur un ultimatum de dernière minute, tel que les dictateurs de la Serbie ne pouvaient pas l'accepter. La teneur des annexes militaires du prétendu « accord » de Rambouillet l'a bien révélé par la suite.

Mise en scène humanitaire

La « paix » qui est sortie de l'accord conclu à Kumanovo en juin 1999 et de la résolution 1244 de l'ONU a clairement montré depuis, même aux plus naïfs sans doute, que l'objectif officiel de « *sauver le peuple albano-kosovar* », de rétablir un « *Kosovo multi-ethnique* », n'était dès le départ que poudre aux yeux, un élément du décor.

En fait, pouvait-on sincèrement attendre un tel objectif de la part des bandits impérialistes ? Les médias aux ordres, les admirateurs béats des galonnés, les larbins enniaisés par leur conformisme devant les puissants, les intellectuels incapables de se dépêtrer des divers fatras nationalistes qu'on leur propose ou qu'ils se chargent d'exhumer eux-mêmes, ont pourtant accompagné le chœur des chantres de l'agression de l'OTAN et de l'ONU. Mais ce sont les peuples du Kosovo, de la Serbie, du Monténégro, de toute la région, qui en paient aujourd'hui le prix.

Le peuple serbe a été rendu responsable collectivement des crimes de l'infâme Milosevic, tandis que celui-ci s'accroche toujours fermement au pouvoir, avec une prétendue opposition qui n'a pas d'autre programme.

Que l'agression impérialiste n'ait fait qu'empirer l'« épuration » ethnique au Kosovo durant les mois des bombardements, cela aujourd'hui, même des observateurs officiels européens le reconnaissent. Mais encore, le mépris envers les aspirations des peuples a été porté au comble par l'intervention et ses suites. Certes, la plupart des réfugiés sont revenus, mais dans quel pays ? Le Kosovo est divisé en zones d'occupation militaire étrangère ; l'Albanie et la Macédoine ont servi, là encore sous des prétextes humanitaires, de base arrière à l'intervention. Et la population albanophone du Kosovo n'a pas eu plus voix au chapitre qu'auparavant. L'indépendance pour laquelle elle a cru qu'on venait à son secours ne lui a pas été reconnue, elle est toujours officiellement dépendante de la Serbie. L'économie est une économie de misère, un mélange d'assistance humanitaire et de trafics en

Sénégal

Le 19 mars, Abdoulaye Wade, candidat libéral du PDS (Parti Démocratique Sénégalais), est sorti vainqueur du second tour de l'élection présidentielle. Cela met fin à quarante ans de domination du Parti Socialiste dont les leaders, au travers de Léopold Senghor puis d'Abdou Diouf, se sont succédé au pouvoir depuis 1960, date de l'indépendance du Sénégal.

La victoire d'A. Wade a été accueillie par une foule en liesse dans les bidonvilles de Dakar et les faubourgs de toutes les grandes villes du

aliste : ANT ALISTE

Au palais de l'Élysée, à Paris, le 14 décembre 1995, les représentants des grandes puissances, dont Clinton, Chirac, Kohl applaudissent... Milosevic, Tudjman et Izetbegovic censés avoir signé la paix pour la Bosnie...

AFP

Un Kosovar serbe, quitte Prizren au volant de son tracteur sous les pierres des albanophones et... sous la protection d'un contingent de la KFOR, en juin 1999.

tous genres. Un exemple de ce que les peuples peuvent attendre des impérialistes : au bout d'un an, 2500 habitations auraient été reconstruites grâce à l'aide internationale, sur un total de 54 000 détruites et 50 000 très endommagées… (chiffres indiqués par *Libération*).

Il n'y a pas à être surpris, dans ces conditions, de ce que la tension soit permanente et générale dans la province. Les Serbes et les Roms qui n'en sont pas partis de gré ou de force sont réduits à survivre dans des enclaves approvisionnées directement en biens, en salaires, en propagande et en miliciens, par Belgrade. Tandis que les foyers d'affrontements se multiplient, sans oublier les pressions de l'armée de Belgrade qui s'accentuent contre le Monténégro. Les nationalismes ne s'en retrouvent qu'attisés, y compris dans les rangs albanais où, au nouveau « nettoyage » ethnique en cours, se joint une politique d'intimidation et de menaces de la part de l'UCK à l'encontre des albanophones qui osent défendre la coexistence entre les peuples.

Le Kosovo est une poudrière, plus explosive que jamais, que la couverture « humanitaire » d'un Bernard Kouchner ne parvient plus à masquer, lui qui ne sait, pour justifier le fiasco, qu'invoquer encore une fois les prétendues « *haines séculaires entre les peuples balkaniques* ».

Un bilan de faillite

Bien sûr, les responsables occidentaux se disent, à l'image de l'américaine Madeleine Albright, « *fiers* » de ce qui a été fait au Kosovo. De leur part, il ne peut en aller autrement. Mais il se trouve aussi de nombreux intellectuels, français ou autres, comme l'écrivain albanais Ismaïl Kadaré, par exemple, pour justifier les bombardements de l'OTAN parce que, grâce à eux, « *un peuple entier* » serait « *devenu libre* »… Quelle misérable « liberté » est-ce là ?

Il y aura des élections à l'automne prochain, mais « peut-être », et à l'échelle municipale seulement. Tandis que, et là c'est concret, des manœuvres militaires de l'OTAN sont prévues dans les jours qui viennent sur le territoire – afin, sans doute, que nul n'oublie qui est le maître.

Alors, il est peut-être utopique d'espérer que se forgera, dans les temps à venir, une nouvelle coexistence fraternelle entre les peuples de la région, à travers une lutte solidaire des classes laborieuses de toutes origines pour leur émancipation sociale. Mais cela reste la seule solution d'avenir, et elle est moins utopique, en fin de compte, que celle qui consiste à implorer des puissances impérialistes la fin d'une oppression dont elles sont les principales responsables.

Christiane LE GUERN

Élection présidentielle : DIOUF BATTU, WADE N'APPORTERA PAS DE CHANGEMENT

pays. Elle exprimait ainsi son mécontentement à l'égard du président sortant.

Depuis 1981, Diouf était à la tête de l'Etat après avoir été des années durant le Premier ministre de Senghor. Il s'était surtout fait remarquer comme un bon valet de l'impérialisme français. Durant ces deux décennies, la situation de la population sénégalaise, et plus particulièrement des couches les plus pauvres, n'a cessé de se dégrader dans les villes comme dans les campagnes. Tandis que le clan de Diouf et la caste dirigeante plongeaient à pleines mains dans les caisses de l'Etat et protégeaient les profiteurs de tout poil, Diouf a appliqué la politique d'austérité que lui dictaient le FMI et ses bailleurs de fonds français et américains. Cela a conduit à des coupes franches dans les budgets sociaux (hôpitaux, éducation…), à l'abandon de nombreux services publics comme le ramassage des ordures ou l'entretien des routes, au blocage des salaires et à des licenciements massifs dans la fonction publique. La dévaluation brutale du franc CFA en 1994, imposée par la France et qui a divisé par deux la parité entre la monnaie locale et le franc français, n'a fait qu'amplifier la paupérisation, en provoquant l'augmentation des médicaments, des produits alimentaires et des vêtements importés. Selon l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, 400 000 personnes vivraient aujourd'hui avec moins de 75 centimes par jour dans les bidonvilles de Dakar.

Pourtant, la population pauvre n'a pas grand-chose à attendre de celui qui s'est présenté comme l'incarnation du « *sopi* » (changement, en langue wolof). Car Wade, comme tous ceux qui s'opposaient à Abdou Diouf dans ces élections, n'est qu'un vieux routier de la politique et un démagogue qui a lui aussi sa part de responsabilité dans la situation actuelle. Après avoir rejoint L. Senghor, il fut longtemps un des cadres du PS avant de rompre avec lui en 1973. Passé dans l'opposition, à de multiples reprises il a tenté d'offrir ses services à A. Diouf. Il fut même par deux fois, en 1992 et 1995, son ministre d'Etat. A ce titre, il a cautionné la politique d'austérité et toutes les attaques contre le monde du travail. Le fait qu'il présente Moustapha Niasse, arrivé troisième des candidats du premier tour et fraîchement rallié à Wade, comme son futur Premier ministre, est tout un symbole. Après avoir été directeur de cabinet de Senghor et ministre de Diouf pendant dix-sept ans, Niasse a attendu jusqu'en 1999 pour rompre avec Diouf et le PS.

Alors, si les travailleurs, les paysans et les petites gens n'ont rien à regretter dans le fait d'avoir mis fin au règne de Diouf, ils n'ont pas grand-chose à attendre de son successeur. Abdoulaye Wade a su canaliser les voix de tous les mécontents, mais il ne défendra pas d'autres intérêts que ceux de son clan et ceux des privilégiés. En tout cas, il n'incarne aucunement le changement politique et social que la population sénégalaise attend.

René CYRILLE

Le cynisme du Congrès chilien

Le Congrès chilien vient de voter une disposition qui devrait garantir à Pinochet une fin de vie sans tracas sur le plan des poursuites judiciaires au Chili sur ses activités de chef des massacreurs qui ont officié depuis le coup d'Etat de septembre 1973. Le Congrès a en effet décidé que « tous » les anciens présidents du Chili devaient bénéficier d'une immunité juridique totale.

Le caractère « général » de cette mesure permet de classer le Congrès chilien parmi ceux qui n'hésitent pas à manier, sans haut-le-coeur, l'humour le plus déplacé. En effet le président qui a précédé Pinochet se trouve être Salvador Allende... que Pinochet a fait assassiner par sa soldatesque au moment du coup d'Etat de septembre 1973.

P.S.

Londres : My Frenchie is rich

Il est en Grande-Bretagne une immigration qui grossit tous les jours paraît-il, une immigration dont les autorités ne se plaignent pas : celle de très riches Français qui se font domicilier à Londres pour payer moins d'impôts. On relève entre autres le nom du PDG d'Adecco, numéro un mondial du travail temporaire, près de 6 milliards de francs de fortune. Du coup, sur la « *liste des riches* » publiée par le *Sunday Times*, les Français forment maintenant le plus gros contingent des fortunes étrangères.

Dire que, pour refuser d'imposer davantage les riches, nos gouvernants ont coutume de dire que cela ferait fuir l'argent ! L'Etat français cède préventivement, et les riches n'en continuent pas moins à chercher où planquer leur argent à meilleur compte.

V. G.

Le 24 mars 2000 à Marseille. La seconde partie de la revendication a été satisfaite.

AFP

ALLÈGRE PARTI, LES REVENDICATIONS DES ENSEIGNANTS RESTENT À IMPOSER

Lundi 27 mars, Jospin annonçait son remaniement ministériel, avec notamment Jack Lang à la place d'Allègre, comme ministre de l'Education nationale, et Jean-Luc Mélenchon comme ministre délégué pour l'Enseignement professionnel.

Jack Lang, les enseignants le connaissent : il a déjà été ministre de l'Education nationale, pour une période assez brève, il est vrai, d'avril 1992 à fin mars 1993. Il s'était illustré entre autres en cédant près de 2 milliards de francs à l'enseignement privé !

Si Jospin a lâché son « ami » Allègre, c'est que le mécontentement et la mobilisation dans l'Education ne faisaient qu'augmenter de jour en jour. Vendredi 24 mars, c'est plus de 100 000 manifestants qui se sont retrouvés dans la rue à Paris pour crier leur colère, sans compter les dizaines de milliers de manifestants qui étaient restés dans les villes de province ! Cette manifestation énorme et très dynamique n'a fait que renforcer la détermination de tous. Mardi 28 mars, les enseignants se sont retrouvés une nouvelle fois dans la rue pour marteler qu'ils sont prêts à aller jusqu'au bout. Une nouvelle manifestation était prévue pour jeudi 30 mars, et déjà aux assemblées générales qui réunissent, après chaque manifestation, depuis des semaines, les enseignants en lutte pour discuter et décider du mouvement, il a été question de maintenir la pression pendant les vacances scolaires d'avril.

En effet les problèmes restent entiers. Les réformes d'Allègre, et en particulier la charte de l'enseignement professionnel intégré, Jack Lang ne s'est pas engagé à les retirer pour l'instant. Il ne s'est pas engagé non plus à titulariser sans conditions les précaires. Il ne s'est pas engagé à créer les dizaines de milliers de postes d'enseignants, de personnels de service, de surveillants, qui seraient nécessaires. Les syndicats estiment à près de 30 000 le nombre de postes qu'il faudrait créer rien que pour le secondaire, et c'est sans compter les dizaines de milliers de postes d'ATOSS (les personnels de service qui sont indispensables au fonctionnement des établissements), sans compter tous les postes qu'il faudrait créer dans le primaire. Rappelons que le dérisoire milliard cédé par Jospin ne permettait que la création de 5 000 postes pour 70 000 établissements soit 0,07 poste par établissement et pour une seule année, car ce milliard est prévu comme une contribution exceptionnelle.

La délégation des représentants des enseignants en lutte, élus à l'issu des assemblées départementales, a donc fait de nouvelles demandes pour être reçue par le ministre. Le ministère a changé de tête, mais pour l'instant rien d'autre n'a changé. Les enseignants sont toujours aussi déterminés. Il va falloir que Jack Lang cède s'il ne veut pas risquer un passage au ministère de l'Education nationale encore plus bref qu'il y a sept ans !

Aline RETESSE

• Lyon
DES GRÉVISTES TOUJOURS DÉTERMINÉS

Pour la troisième semaine consécutive, la grève n'a pas faibli dans les lycées professionnels du Rhône : plus de 25 LP étaient encore en grève reconductible le 25 mars. Le pourcentage de grévistes était variable d'un établissement à l'autre, mais la détermination de tous ceux qui tiennent à organiser leur grève, à se donner les moyens de réussir leurs manifestations ou leurs actions spectaculaires, qui se réunissent tous les jours à la Bourse du travail et qui sont devenus des militants de la grève, était renforcée. Pour autant les grévistes des lycées professionnels n'ont pas vraiment – pour l'instant – été rejoints dans la grève reconductible par les enseignants des collèges ou des lycées. Dans plusieurs villes de banlieue, des réunions communes ont été organisées entre collègues des différents établissements et des différents degrés. Bien des participants étaient convaincus que c'était le bon moment pour contester la politique du gouvernement vis-à-vis de l'Education nationale, que c'était l'occasion de combattre la détérioration des conditions d'enseignement et qu'il fallait profiter de l'élan. Mais, en dehors des LP, la grève n'a vraiment été suivie que lors des journées de grève et de manifestations du 21 et du 24 mars.

Le 21 mars, les grévistes des LP ont organisé et financé avec succès une première montée à Paris – en particulier grâce à des « opérations péages », très populaires. Le 24 mars, ce sont plus de 1 000 manifestants – tous degrés confondus et, selon la direction de la SNCF, le maximum qu'elle pouvait transporter – qui ont participé à la grande manifestation nationale à Paris. Les profs des LP en grève avaient décidé à la fois de renvoyer une grosse délégation à Paris pour manifester aux côtés de toute l'Education nationale derrière leur banderole *« Les lycées professionnels en lutte »* et en même temps de manifester à Lyon. Le matin, ils ont donc accompagné devant le rectorat tous ceux qui n'avaient pas pu monter à Paris et l'après-midi ils ont à nouveau montré leur colère, à plus d'un millier, dynamiques malgré la pluie, réclamant toujours le retrait du décret sur les LP et de toutes les réformes Allègre. Au passage des manifestants, la façade du siège du PS a malencontreusement reçu une volée d'œufs…

A la veille de l'annonce par Jospin d'un remaniement ministériel, beaucoup de grévistes n'étaient pas prêts à se contenter du départ d'Allègre mais voulaient qu'il emmène avec lui toutes ses réformes et que le gouvernement donne à l'Education nationale de vrais moyens, et pas seulement des miettes.

Correspondant LO

— LES MÉDIAS ET LE MOUVEMENT — À L'ÉDUCATION NATIONALE

Une grande partie de la presse et des médias a été prise de graves troubles de la vision lorsqu'il s'est agi de rendre compte du mouvement des personnels de l'Éducation nationale.

Il leur a tout d'abord fallu un certain temps pour découvrir la grève des enseignants des lycées professionnels. Le refus de la part des enseignants de ces prétendues « réformes » qui réduisent en particulier l'enseignement théorique ou général des élèves, n'étaient pour ces fins limiers de l'information que des réactions archaïques ou marquant l'« immobilisme » de ce « mammouth » qu'Allègre avait popularisé.

Le quotidien *Le Monde* titrait le lendemain de la grande manifestation parisienne du 24 mars : *« Les manifestations d'enseignants ont rassemblé deux fois moins que la semaine précédente »*, oubliant de préciser que cette manifestation était nationale et se déroulait à Paris, alors que la précédente, celle du 16 mars, était régionale et décentralisée.

Quant au mouvement lui-même, bien peu de journalistes ont fait l'effort d'aller le voir de près, et encore moins d'en rendre compte, se contentant des déclarations syndicales. Ils n'ont guère manifesté d'intérêt pour ce que pensent les grévistes eux-mêmes et ce qui se passe au niveau de leurs différentes assemblées et autres coordinations.

A défaut d'être curieux, certains journalistes se sont au contraire complu à désinformer. Ainsi, par exemple, avant la journée du 24, certains d'entre eux répétaient à l'envi sur les ondes que les parents et les chefs d'établissements ne soutenaient plus le mouvement. Pour ce genre de journalistes, tout comme le sérieux consiste à réduire les grévistes aux syndicats, il peut consister à assimiler les parents aux organisations de parents d'élèves, telle la FCPE dont la direction nationale est écartelée entre son appartenance majoritaire au PS et la sympathie des parents, et de nombre de ses organisations locales et départementales, pour les grévistes. Quant aux chefs d'établissement, ils ont dû apprendre, à l'occasion, qu'ils avaient été jusqu'alors dans le mouvement, ce qui n'a été le cas que d'une infime minorité d'entre eux !

Cette vaste entreprise de désinformation n'a en tout cas guère eu d'effet, ni sur l'opinion publique, ni sur le moral des grévistes. En revanche, à cette occasion, nombreux parmi ces derniers ont été outrés de la partialité et de la hargne antigréviste de ce petit monde des « informateurs » patentés.

Michel ROCCO

Le 16 mars à Marseille

LO

• Marseille APRÈS LE DÉPART D'ALLÈGRE

A Marseille, la semaine qui a précédé le départ d'Allègre a été particulièrement chargée : deux montées en train à Paris pour manifester avec des enseignants grévistes de toute la France et, en même temps, des manifestations à Marseille d'une grande ampleur.

Mardi 21 mars plus de 150 enseignants de lycées professionnels ont pris le train pour manifester à Paris et certains sont restés afin de participer à la coordination nationale.

Pendant ce temps se déroulait une grande manifestation à Marseille. Une partie des manifestants occupait la gare Saint-Charles afin d'obtenir de la SNCF le nombre de places nécessaires à la montée du vendredi 24 mars.

Le vendredi 24 il a fallu deux trains pour permettre aux manifestants de rejoindre Paris et la Bastille, mais toutes les places n'ont pas été utilisées car il fallait, pour accéder au train, passer un premier barrage de police, un deuxième de contrôleurs de la SNCF et un troisième du SNES ; cela a découragé des manifestants qui n'avaient pas eu à temps leur contremarque. Mais, en même temps que celle de Paris, une manifestation qui regroupait près de 10 000 enseignants se déroulait à Marseille. Cela a été un réel succès.

La mobilisation continue : les différentes coordinations ont maintenu la manifestation de mardi 28 mars. Considérant le départ d'Allègre comme une première victoire, les enseignants des lycées professionnels précisent dans un de leurs tracts que, si les ministres passent, leurs projets, eux, risquent de s'incruster.

Des enseignants du primaire, surtout ceux qui enseignent dans des quartiers défavorisés de Marseille, sont aussi mobilisés.

Certains responsables syndicaux se demandaient s'il était bien raisonnable de continuer la grève alors que le ministre était parti. Ainsi un responsable du SNU IPP se donnait pour tâche désormais de « *désintoxiquer les assemblées générales* ».

La manifestation du mardi 28, qui regroupait les enseignants grévistes, a rassemblé plus de 1 300 participants, ce qui n'est pas négligeable, compte tenu des annonces gouvernementales et de la fatigue des grévistes qui sont, pour certains, en grève depuis près de huit semaines.

RÉTICENCES SYNDICALES

L'organisation syndicale dans l'Education nationale se calque sur les différences de statuts des personnels et reproduit en partie la division en degrés d'enseignement.

Dans le primaire, le SNUIPP est le syndicat largement majoritaire ; dans le second degré, la plus grande place est occupée par le SNES ; et dans les lycées professionnels, il y a le SNETAA SNETAA et SNES adhérent tous deux à la FSU, la Fédération Syndicale Unitaire, qui est en quelque sorte une confédération de syndicats, tout comme l'est la FEN, Fédération de l'Education Nationale, dont la FSU est issue, suite à une scission. Le SNETAA est favorable à la réforme Allègre dans les lycées professionnels. Le SNES dénonce les chartes.

D'autres organisations syndicales existent. Sans entrer dans le détail des syndicats spécifiques à telle ou telle catégorie d'enseignants, on retrouve dans les collèges et les lycées la CFDT, FO et parfois la CGT.

Dans les lycées professionnels, là où le mouvement a démarré et est resté fort, le SNETAA est le principal syndicat, du moins si l'on prend en compte les résultats des dernières élections professionnelles. Le SNETAA a participé à l'élaboration de la charte de l'enseignement professionnel intégré, cette fameuse charte dont les enseignants réclament aujourd'hui le retrait pur et simple. D'où un malaise, voire un fort mécontentement à l'égard de ce syndicat, y compris parmi ses partisans. Alors que le mouvement se développait, le SNETAA s'abstenait sur le statut des PLP et dans le mouvement de grève est resté le grand absent.

Ce sont donc les « syndicats minoritaires », comme ils n'hésitent pas eux-mêmes à le rappeler (surtout quand cela les arrange), qui ont contesté les réformes. D'abord la CGT existant presque exclusivement dans les lycées professionnels, ainsi que FO, la CFDT ou le SE-FEN, sans oublier SUD ou la CNT qui, s'ils ne sont pas reconnus « représentatifs », comptent des militants actifs. Ce sont les militants de la CGT qui ont les premiers appelé à des assemblées générales, à la grève et à manifester.

LO

Assemblée générale à la Bourse du Travail, le 16 mars à Paris

Mais le mécontentement des enseignants était tel que le mouvement de grève des lycées professionnels s'est rapidement étendu et approfondi, entraînant avec lui une majorité d'enseignants des LP, qui discutaient, élaboraient banderoles et tracts, et surtout ressentaient fortement le besoin de se retrouver avec les grévistes d'autres établissements pour discuter des revendications ou de la suite à donner au mouvement. Les syndicats, eux, agissaient au sein d'une intersyndicale, qui malgré l'hétérogénéité de ses objectifs, a tout fait pour apparaître comme la seule représentante du mouvement à la fois auprès de l'administration et auprès des médias. Or, très vite, des grévistes, syndiqués comme non syndiqués, ont tenu à être partie prenante dans ces assemblées, à y faire des propositions, tant sur la plate-forme revendicative que sur les actions à mener avant qu'elles soient soumises à l'ensemble des établissements en lutte.

Pour la région parisienne, l'intersyndicale a tenté d'y mettre le holà. Dans un premier temps, elle a essayé de discréditer l'assemblée en la présentant comme inefficace, en insistant sur la confusion qui y régnait… Confusion que les syndicalistes se chargeaient d'organiser. Depuis, elle a décidé, plus ou moins, de rester en retrait. Cette volonté des syndicats de garder à toute force le contrôle du mouvement, a abouti à leur aliéner la sympathie de nombreux grévistes actifs. Dans ces assemblées générales qui ont accueilli les représentants d'établissements de province à l'occasion des manifestations nationales du 16, du 21 et du 24 mars et qui s'étaient ouvertes aussi aux établissements scolaires au-delà des lycées professionnels, l'idée de la nécessité d'une délégation de représentants des établissements en lutte, présente dans toutes les discussions, s'était concrétisée par l'élection d'une cinquantaine de délégués. La CGT, FO, la CFDT s'étaient engagées à demander la présence de cette délégation lorsque Allègre les recevrait. Mais le moment venu, le lundi 20 mars, elles se sont abrités derrière le refus du ministre pour garder leur monopole de la représentation.

Il a fallu attendre le 16 mars pour que le SNES appelle les enseignants de tout le second degré, collèges et lycées, à la grève et à manifester. Mais le SNES adopte la même attitude que les autres syndicats à l'égard des assemblées d'enseignants en lutte.

Aujourd'hui qu'Allègre est « viré », les syndicats entendent bien s'engouffrer dans la voie de la «discussion». Monique Vuillat, secrétaire générale du SNES, se félicite déjà du climat de dialogue qui permettrait la «discussion». Mais si le gouvernement a opté pour présenter, avec le frétillant Lang, une image de l'Education nationale moins rébarbative que celle d'Allègre, il est toujours question pour lui de « garder le cap » des réformes, ces réformes que ne veulent justement pas les enseignants. Non pas parce que, comme le prétendent à l'unisson la droite, le gouvernement et la presse, les enseignants refuseraient tout ce qui permettrait de disposer d'un système éducatif meilleur. Mais parce que ces réformes, comme partout ailleurs, n'ont pour seul objectif que celui de réaliser des économies dont pâtissent enseignants, personnel administratif et technique et, surtout, la majorité des élèves.

Hélène GRILLET

SNCF

Élections professionnelles

UNE NOUVELLE FOIS « NON AUX 35 HEURES SAUCE AUBRY »

Le 23 mars, les élections des délégués du personnel et des délégués aux comités d'entreprise à la SNCF se sont soldées par un recul net de la CGT et de la CFDT, les deux syndicats signataires de l'accord national des 35 heures.

Au niveau national et alors que le taux de participation a progressé, atteignant 80 % pour l'élection des délégués du personnel, tous collèges confondus, la CGT reste encore le premier syndicat de la SNCF mais perd 6,5 % des voix, passant de 48,5 % à 42 %. De son côté, la CFDT passe de 19,9 % à 19 %. La baisse a surtout eu lieu parmi les cheminots ouvriers, employés, conducteurs (ceux de l'Exécution), où la CGT perd 8 %, et plus particulièrement chez les agents de conduite, où elle perd 12,5 %.

En revanche, les syndicats apparus comme opposants aux 35 heures progressent. Sud-Rail passe de 6,5 à 10,6 % et progresse de 4,5 % chez les agents de conduite et de 5,6 % parmi le reste des cheminots de l'Exécution. Chez les agents de conduite, la FGAAC, syndicat corporatiste, progresse quant à elle de 7,5 %, passant de 29,3 % 36,8 %.

La CGT et la CFDT payent ainsi leur attitude de collaboration avec la direction sur les 35 heures.

A la SNCF comme ailleurs, la prétendue réduction du temps de travail se fait sans augmentation des effectifs, mais avec une amplitude journalière plus importante et une flexibilité aggravée dans bien des secteurs. De tables rondes en tables rondes, toute l'année passée, la SNCF s'est appuyée sur la CGT et la CFDT pour faire avaler son projet. Au printemps dernier, alors que ces syndicats étaient sur le point de signer, la FGAAC appelait les agents de conduite à faire grève, rejointe par Sud-Rail, tous deux laissés à l'écart des négociations avec la direction. La grève était suivie non seulement chez les conducteurs mais aussi dans bon nombre de chantiers ou d'ateliers. Mais les fédérations CGT et CFDT de cheminots s'opposèrent à la grève, mettant dans bien des endroits leurs militants en porte-à-faux avec leurs camarades de travail.

En juin, un référendum bidon servait de prétexte à la CGT et à la CFDT pour signer l'accord national des 35 heures. Et depuis, la propagande des deux fédérations ressemble comme deux gouttes d'eau à celle de la direction pour expliquer que la situation s'améliore, que la SNCF embauche, etc., au mépris de ce que vivent et constatent les cheminots au quotidien. Il n'est donc pas surprenant que, dans les secteurs où l'application des 35 heures est la plus contestée, la CGT soit le plus sévèrement sanctionnée. Par exemple, aux ateliers d'entretien des rames de Clichy, où les 35 heures se sont traduites par la mise en place du travail du samedi, la CGT passe de 53 à 30 %, au bénéfice de Sud-Rail qui passe de 43 à 65 %.

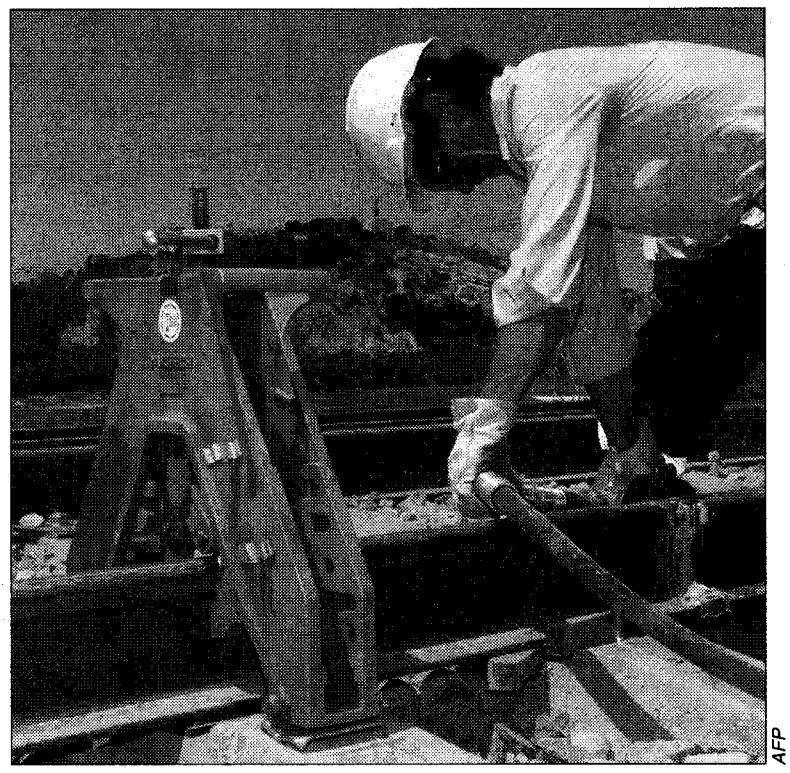
Mais même là où les équipes locales CGT avaient choisi de ne pas signer l'accord d'établissement sur les 35 heures et avaient participé à la grève, la chute est significative. C'est par exemple le cas à Paris-Nord où, chez les agents de conduite, la CGT perd 20 %; à Paris- Saint-Lazare, où, la CGT perd la moitié de ses voix et passe à 15 %.

Dans bien des cas, les électeurs CGT ont voulu, au-delà de l'attitude locale des militants, sanctionner l'orientation de la CGT, ce syndicalisme de « proposition » qui n'est autre qu'un syndicalisme de collaboration.

Didier Le Reste, secrétaire de la fédération CGT des cheminots, interrogé par *L'Humanité* du 27 mars, ne cache pas le recul : « *C'est un choc pour l'ensemble des militants de notre fédération* ». Mais pour autant, il ne remet pas en question la politique menée par sa fédération. Il retient seulement : « *Notre démarche est insuffisamment comprise* » car, dit-il, « *nous sommes entrés tard en campagne et vraisemblablement, les effets de la mise en oeuvre de la réduction du temps de travail ne sont pas pleinement ressentis, lisibles dans l'ensemble des établissements.* »

Il faut croire au contraire que les cheminots ont parfaitement compris et que les effets néfastes de l'application des 35 heures, à la sauce Aubry, ont eu le temps d'être non seulement lus mais vécus et rejetés par les cheminots…

Christian BERNAC



AFP

SNCF MEURTRIÈRE

Dans la nuit du 8 au 9 mars, à Pasilly dans l'Yonne, un TGV postal a happé une équipe de cheminots qui soudaient un rail, en tuant trois sur le coup, le quatrième en état de choc étant hospitalisé. « *Normalement* », a déclaré Gallois, le patron de la SNCF, « *cet accident n'aurait jamais dû se produire* ». Effectivement les sécurités n'ont pas fonctionné, défaillance de matériel, erreurs en chaîne ? Quelles que soient les conclusions des enquêtes, toujours en cours, la SNCF va probablement comme à son habitude tenter de rejeter la faute, si faute il y a, sur le dos des victimes.

Mais le lendemain sur le triage de Vaires-sur-Marne, en banlieue est de Paris, un agent de manœuvre était grièvement blessé et décédait de ses blessures. Cela s'est produit lors du raccordement de wagons. Ce contractuel, de nationalité marocaine, était âgé de 62 ans. Cela faisait quatre ans qu'il travaillait sur le triage de Vaires et auparavant sur le triage de Noisy-le-Sec.

Cela fait dix cheminots qui sont morts en « accidents de travail », dont six au cours de leur travail, cela, et sur la seule région parisienne et en 6 mois. Un constat accablant pour la SNCF.

NUM (groupe Schneider)
Argenteuil – Val-d'Oise

« REMBALLEZ VOTRE PLAN ! »

Le 20 janvier la CGT dévoilait qu'un plan massif de suppressions d'emplois était en préparation chez NUM, filiale du groupe Schneider qui fabrique et vend des commandes numériques pour machines-outils.

Un chiffre de 80 suppressions de postes sur les 300 du site d'Argenteuil était avancé. L'émotion était grande et, au débrayage proposé par la CGT, environ 140 travailleurs de tous les services se retrouvèrent dans le hall d'accueil, pendant qu'une délégation délogeait le directeur d'une « vidéoconférence ». Celui-ci dut accepter de discuter puis d'ouvrir des négociations avec les syndicats (CAT, syndicat maison, CGT et une délégation de travailleurs). Selon la direction « *les pertes de NUM étaient telles que la survie de l'entreprise se posait, qu'une réorganisation était nécessaire qui allait impacter l'emploi* » (sic). En fait, le groupe Schneider a vu ses actions augmenter de 35 % en 1999 et, même si cette année n'a pas été un cru exceptionnel pour la direction, de toutes façons, le refrain patronal qui prétend que « *NUM perd de l'argent depuis des années* » ne varie pas même quand des records de vente sont battus

Suite au débrayage, un constat fut signé entre direction et syndicats stipulant que « *pendant 8 semaines des négociations allaient s'ouvrir afin qu'une solution individuelle soit trouvée pour chacun, personne à l'ANPE, et cela dans la sérénité* ». On entra alors dans une curieuse période de négociations tous azimuts, sans vagues. A la finale, malgré les trésors d'argumentation déployés par les syndicats pour contre-argumenter, faire voter un contre-plan par le personnel, la direction s'en tenait à son projet initial : supprimer 80 emplois et par des « *mesures d'âge, d'aide à la mobilité, d'externalisation de 15 travailleurs chez un sous-traitant* », tenter que cela se fasse en douceur ! Bref un « plan social » qui ne disait pas son nom !

Depuis la mi-mars, les syndicats ont finalement changé d'attitude, dénoncent les suppressions d'emplois et organisent réunions et invitations surprises des travailleurs au CE. Pour l'instant le mécontentement ne fait que monter, et 80 à 100 travailleurs de tous les secteurs de l'entreprise y participent. Chaque jour des actions sont prévues et le 28 mars un comité d'accueil de plusieurs dizaines de travailleurs était présent devant l'entrée de l'entreprise avec banderoles, autocollants « *Non aux licenciements chez NUM* » pour s'adresser à leurs collègues et montrer à la direction de NUM leur refus des suppressions de postes. La direction maintient son projet, mais le fait que le personnel de tous les services commence à se mobiliser peut changer la donne.

Dassault
Argenteuil
Val-d'Oise

TOUS ENSEMBLE ON PEUT GAGNER

Manifestation à l'usine de Saint-Cloud le 21 mars.

LO

Chez Dassault, à Argenteuil, les débrayages de deux à trois heures par jour, appelés par la CGT et soutenus par la CFDT, continuent après cinq semaines de conflit. Dassault ne cède rien de plus : la réunion avec la direction générale et les syndicats le 28 mars n'a rien donné. Mais nous continuons notre offensive pour l'augmentation de 1 500 F mensuels pour tous. Celle-ci a progressivement été renforcée par les salariés des usines de province qui débrayent également quotidiennement.

Le fait que le mouvement réussisse à s'élargir et ne s'effrite pas démontre que l'heure n'est pas à la résignation. Le moral est toujours là. Chaque matin nous condamnons les accès des livraisons de matériel et le drapeau rouge est installé sur les grilles de l'usine. C'est chaque fois l'occasion de se retrouver à plusieurs centaines, à la fraîche, et de donner ainsi le ton pour la journée, en fixant également un rendez-vous pour le premier débrayage du matin.

En milieu de matinée, c'est donc à plusieurs centaines que nous rappelons à la direction locale, enfermée dans ses bureaux, que ce que nous voulons c'est 1 500 F de plus par mois. Et nous remettons ça l'après-midi avec la même ambiance : sifflets, sirènes, pétards… La production est considérablement perturbée. Mais plus que de durer, ce qu'il faut maintenant c'est réussir à contraindre Dassault à prendre dans son énorme cagnotte pour augmenter nos salaires de 1 500 F.

Dassault ne lâchera pas facilement, chacun en est bien conscient. Défenseur du libéralisme, même s'il réussit en affaires essentiellement grâce au soutien de l'Etat, il est aussi un des piliers du patronat de la métallurgie et donne volontiers le ton en matière d'austérité pour les salaires. Le faire plier, c'est également faire reculer le milieu patronal qui est solidaire pour qu'il ne lâche rien.

Cependant, pour faire craquer Dassault, chacun se pose le problème de passer un cran supérieur.

Correspondant LO

Aluminium-Dunkerque

35 JOURS DE GRÈVE QUI NOUS ONT RENFORCÉS

Jeudi 9 mars devant l'entrée du tribunal de Dunkerque

LO

Après 35 jours de grève, la direction de Pechiney-Aluminium Dunkerque se retrouve avec 25 000 tonnes d'aluminium brut à retraiter sur le parc, sans avoir pu imposer un quelconque accord de Réduction du Temps de Travail aux frais des travailleurs.

Vendredi 24 mars au soir, l'attitude de la direction devenant de plus en plus provocante, plus de 150 grévistes ont vertement apostrophé le directeur et le sous-directeur et pris la décision de ne plus entretenir les cuves d'électrolyse, en posant un ultimatum de 2 heures pour retirer toutes les clauses défavorables aux travailleurs… La direction, qui avait fait courir les jours précédents de nombreux bruits sur une éventuelle fermeture de la moitié de l'usine, céda dans le délai.

La journée du samedi se passa en négociations et pressions pour obliger la direction à augmenter le nombre de journées de grève payées et retirer les menaces de sanctions. Le principe de la reprise fut voté à l'assemblée de samedi et confirmé aux assemblées du dimanche et du lundi. Ce n'est pas pour autant que le travail effectif a repris, tant l'exaspération contre la direction reste grande.

Les quelques opérateurs et surtout les techniciens et cadres non grévistes sont bien sûr revenus, mais ils rasent les murs et sont mis en quarantaine. Et si nous n'avons pas pu imposer l'embauche de personnel, la direction va au moins devoir prendre des intérimaires pour un bon bout de temps pour remettre les ateliers en fonctionnement normal.

Avec en moyenne 55 % des jours de grève payés, une prime d'intéressement qui sera supérieure à celle de l'année dernière et une prime de 2 000 F de blocage des salaires 1998-99, en prévision de la réduction du temps de travail, que la direction rend, l'impact financier de la grève va être très faible.

Au cours de la grève, nous avons pris contact avec les travailleurs de l'aluminium au Canada et appris qu'en 1995 les ouvriers des quatre alumineries Alcan au Québec avaient fait grève en abandonnant complètement les usines… Il fallut six mois pour les redémarrer ! Et actuellement à l'aluminerie Pechiney de Becancour (Québec), les travailleurs sont dans l'action pour obtenir la semaine de 36 heures au lieu des 40 heures actuelles.

Les travailleurs d'Aluminium Dunkerque sortent très regonflés de ces cinq semaines de grève. Lors de l'assemblée générale qui a regroupé plus de 300 grévistes lundi 27, nous n'avons pas voulu voter l'arrêt de la grève, mais un préavis de grève courant sur l'année 2000…

Correspondant LO

Fonderies du Poitou
Ingrandes
Vienne

UNE MUTATION QUI PASSE MAL

Les 17, 20 et 21 mars, aux Fonderies du Poitou, les travailleurs du Moulage-alu ont débrayé pour protester contre la mutation d'un des leurs vers un autre secteur.

Selon la direction, cette mutation aurait pour but de «*sauvegarder la santé*» de l'ouvrier concerné, ouvrier devenu, selon les critères des responsables du Moulage, «*inapte*» au poste de mouleur BP (machine à mouler basse pression).

En fait, la seule restriction formulée par la médecine du travail quant à l'emploi de notre camarade concernait, du fait de problème de dos, le «décochage» manuel des pièces.

Le décochage, fait en principe par un robot, ne peut parfois pas l'être du fait de problèmes techniques. Il faut alors soulever à la main des culasses pesant entre 25 et 40 kilos, et les déposer dans une machine à décocher afin d'en éliminer le sable.

Ce dysfonctionnement du décochage dure en fait depuis plus de cinq ans et, malgré les nombreuses interventions syndicales, la direction n'a rien mis en oeuvre pour trouver une solution technique, ni pour aménager les postes. Elle préfère de toute évidence user des travailleurs pendant des années – et maintenant des intérimaires – et muter les ouvriers victimes de ces conditions de travail déplorables, quand elle ne les licencie pas purement et simplement.

Plus question de laisser faire, ont dit les ouvriers de Moulage, et même si notre camarade est provisoirement muté au Noyautage, nous continuerons à nous battre pour obtenir des moyens de manutention adaptés. Il y en a marre d'être usés avant l'âge pour engraisser des rapaces !

Corespondant LO

AFP

Organismes de retraites complémentaires

LES SALARIÉS VEULENT GARDER LEUR CONVENTION

Depuis la journée nationale de grève du 22 mars dans les caisses de retraite complémentaire contre le démantèlement de la convention collective nationale, au Groupe Malakoff à Saint-Quentin-en-Yvelines, le climat reste à la mobilisation.

Dès le lendemain dans les services, nous avons commencé à préparer la suite : organiser un départ groupé pour la manifestation prévue à Paris juste au retour des vacances scolaires, le 17 avril, et la liaison avec les collègues qui se réuniront sur place. Pour tout le monde il ne fait pas de doute qu'il faudra être encore plus nombreux.

Le 22, nous étions plus de 200 réunis en assemblée à la cafétéria du groupe Malakoff à Saint - Quentin - en - Yvélines, à l'appel unitaire de tous les syndicats, et plus de 60 au rassemblement parisien parmi les 3 000 ou 4 000 manifestants de l'ensemble des caisses de retraites devant l'AGIRC, organisme qui coiffe les caisses de retraite complémentaire et où se tenait la réunion syndicats-patronat. Nous avons retrouvé bon nombre d'anciens collègues du Groupe. C'était le plus fort mouvement depuis les grèves qui avaient donné naissance à la convention collective dans les années 1970.

Celle-ci est remise en cause par le MEDEF sous prétexte d'application des 35 heures. L'annualisation du temps de travail sur la base de 1 600 heures fait table rase des avantages liés à l'ancienneté : pour les plus de 20 ans d'ancienneté, 4 jours de congés supplémentaires et une heure de travail de moins par semaine. Au Groupe Malakoff où plus de 80 % du personnel a plus de vingt ans d'ancienneté, le passage aux 35 heures version patronale nous donnerait moins d'une journée par an. Les patrons chiffrent néanmoins le coût du passage aux 35 heures à 5 % et nos salaires sont donc bloqués depuis deux ans.

Les 35 heures sont aussi l'occasion d'introduire la variabilité avec la possibilité de 42 heures de travail effectif pour les périodes de haute activité, jusqu'à 16 semaines dans l'année. Comme si on pouvait parler de travail saisonnier dans les caisses de retraites ! Mais vu les sous-effectifs chroniques dans les services, nul doute que les patrons ne se priveraient pas d'utiliser cette possibilité pour faire face aux échéances trimestrielles de paiement des retraites, ou par exemple pour faire face aux remboursements de la mutuelle après une épidémie de grippe, etc., pour ne plus même embaucher de CDD.

Si l'on ajoute les conditions de travail qui s'aggravent du fait du non-remplacement des départs, les salaires qui diminuent et l'insécurité de l'emploi, la coupe est pleine et nous sommes de plus en plus nombreux à l'exprimer.

Il faut dire qu'au Groupe Malakoff la chef du personnel a contribué, malgré elle, à la mobilisation : en même temps que la diffusion du tract syndical, arrivait dans tous les services la notice nous expliquant que, pour compenser le retard dans l'application des 35 heures, nous aurions… une journée au bout de 7 mois pour les uns, ou au bout de 14 mois pour la grande majorité. Après explication de texte, la note a été prise pour ce qu'elle est : une provocation.

La journée de grève du 22 mars a été un succès bien que le MEDEF ait campé sur ses positions. Nous nous préparons pour le 17 avril.

Correspondant LO

VAI CLECIM Saint-Chamond Loire

UNE MOBILISATION DES SALARIÉS QUI A PAYÉ

Les salariés de VAI Clecim à Saint-Chamond ont fini par arracher à leur direction la quasi-suppression des dispositions qu'elle prévoyait dans son plan de restructuration présenté début novembre (voir *LO* n° 1651).

Pour l'ensemble des trois sites de VAI Clecim (Saint-Chamond et Montbrison, dans la Loire, et La Défense), le nombre de suppressions de postes, hors FNE pour les 56 et 57 ans, passe de 69 à 29. Mais ces suppressions pourraient se faire sans licenciement sec, car la direction a accordé des avantages financiers tels pour les départs volontaires qu'il y a déjà plus de 80 volontaires. Parmi ceux-ci, il y a des salariés âgés de plus de 54 ans qui vont toucher un pécule supérieur à 300 000 F, ce qui peut leur permettre d'attendre sans trop de souci l'âge de leur vraie retraite.

La direction voulait muter à Saint-Chamond 53 personnes de Montbrison et 50 de La Défense. Elle recule là aussi. Il n'y aura que moins d'une dizaine de mutations de Montbrison : ce site conserve donc son bureau d'études. Il y aura quelques mutations de La Défense vers Saint-Chamond.

Enfin, la direction voulait externaliser le service Reprographie de Saint-Chamond et Montbrison : les quatorze salariés ne voulaient pas de cela. Ils l'ont fait savoir en participant à toutes les actions avec leurs collègues. La direction annule cette mesure.

Par ailleurs, les discussions sur les 35 heures menées en parallèle ont abouti à un texte que les personnels ont jugé équilibré, et qu'ils ont accepté de voir les syndicats signer. Pour le personnel ouvrier de Montbrison, qui était le moins bien loti par les propositions initiales de la direction, cet accord prévoit pour les 3x8 en 4 équipes 33 h 20 de présence et 32 heures de travail effectif. Pour l'ensemble des ETDAM, le point noir reste l'existence d'une modulation des horaires. Mais elle se fait dans la fourchette 27-39 heures : les salariés étant actuellement à 39 heures n'y voient pas un gros inconvénient. Ils obtiennent douze jours de repos supplémentaires. Pour les cadres, il est prévu un forfait-jours de 203 journées de travail par an, avec possibilité de révision de ce système d'ici un an et passage au forfait-heures.

La mobilisation du personnel – essentiellement des dessinateurs, secrétaires, employés et cadres – n'a certes pas comporté des journées entières de grève, mais les débrayages, les manifestations hors de l'entreprise ont certainement joué leur rôle. D'autant plus que le personnel est resté très soudé tous les mois derniers, cadres y compris, de fréquentes assemblées générales permettant à toutes et à tous de montrer leurs préoccupations et d'indiquer ainsi à la direction que les salariés n'entendaient pas subir ce énième plan de restructuration. Le résultat est donc jugé positif par tout le monde.

Correspondant LO

Martinique

LA JUSTICE S'ATTAQUE AUX MILITANTS

En Martinique, le tribunal correctionnel de Fort-de-France vient de condamner lourdement Roger Lanoix, un militant syndical de la CDMT (Centrale démocratique martiniquaise des travailleurs), pour des incidents qui se sont déroulés lors de la grève de Délifrance-Continent. Ce mouvement, qui avait éclaté fin octobre 1999, opposait les salariés de ce magasin à leur patronne qui voulait licencier sept employés. Après deux mois de conflit et d'affrontements, les employés avaient en partie obtenu gain de cause avec la réintégration de trois salariés, et une mesure d'attente pour les quatre autres.

Mais la patronne, qui n'avait pas hésité à recruter des vigiles durant le conflit, ne voulait pas en rester là. Une plainte pour violences et atteinte à la liberté du travail fut déposée contre certains salariés et des syndicalistes qui les avaient soutenus dans leur lutte. La justice vient de rendre son verdict, condamnant Lanoix à 6 mois de prison avec sursis, 2 ans de privation de droits civiques, 20 000 F à payer à la gérante, plus 3 000 F à payer à chaque salarié qui s'était rangé du côté de la patronne.

D'autres militants de la CGTM ou de la CDMT sont encore poursuivis en justice, suite aux durs conflits qui ont récemment opposé les travailleurs au patronat martiniquais.

La justice, si peu pressée de faire respecter les droits des salariés ou de condamner les violences des milices patronales, montre de quel côté elle penche en poursuivant et en condamnant lourdement des militants syndicaux. Ce qui est visé, c'est tout simplement le droit des travailleurs à se défendre contre les agressions créées délibérément par les patrons de l'île. Mais il n'est pas dit que, même avec l'appui de la justice, le patronat parvienne à museler les travailleurs !

Il y a quarante ans

21 mars 1960
LE MASSACRE DE SHARPEVILLE

Le 21 mars 1960, une terrible répression policière s'abattait sur des manifestants pacifiques à Sharpeville, en Afrique du Sud, qui protestaient contre l'Apartheid. La fusillade fit, offciellement du moins, 69 morts et 186 blessés.

A la suite de ce massacre, des grèves, des manifestations spontanées et des révoltes éclatèrent partout dans les cités noires, durement réprimées. Dans les affrontements qui suivirent entre le 21 mars et le 9 avril 1960, la police fit encore 83 morts et 365 blessés de plus. Les principaux partis qui combattaient l'Apartheid, l'ANC (African National Congress) de Mandela et le PAC (Pan African Congress, parti panafricain issu d'une scission de l'ANC) furent interdits le 8 avril 1960, et de nombreux militants durent s'exiler.

Au départ de ces événements, le 21 mars 1960, dans le township (banlieue dortoir misérable réservée aux Noirs en Afrique du Sud) de Sharpeville, au sud de Johannesburg, plus de 5000 personnes manifestaient pacifiquement contre le système de l'Apartheid quand la police fit feu sur la foule.

AFP

Des manifestants s'enfuient devant la police.

Le régime d'Apartheid

Le régime de l'Apartheid avait été mis en place en 1948 par le Parti Nationaliste au pouvoir, qui entendait séparer l'immense majorité de la population noire (11 millions de Noirs en 1960) en la parquant dans des Bantoustans, de la minorité blanche (3 millions de personnes en 1960) qui concentrait toutes les richesses économiques et toutes les rênes du pouvoir. 13 % du territoire était ainsi attribué aux Noirs, qui représentaient 70 % de la population. Seuls étaient autorisés à venir travailler en zone blanche les travailleurs valides munis d'un pass (laissez-passer) précisant leur groupe racial, lieu de résidence, horaires et lieux de travail en zone blanche, etc. Ces travailleurs avaient le statut de migrants dans leur propre pays et devaient porter ces pass sur eux pour pouvoir les présenter à la police à tout moment, sous peine d'amende, de prison ou de travaux forcés.

C'est en particulier contre ce système des pass que les manifestants de Sharpeville défilaient.

En Afrique du Sud se retrouvaient ainsi face à face une minorité blanche bien décidée à exercer la violence pour maintenir son pouvoir et ses richesses, et un peuple qui subissait chaque jour de plus en plus l'oppression.

Des années de répression

Mais surtout, pour de nombreux Sud-Africains noirs, la leçon de Sharpeville fut qu'il ne fallait plus compter sur une évolution pacifique de la situation et qu'il fallait prendre les armes pour combattre le régime raciste de Pretoria. C'est à la suite de ce massacre que Mandela fonda le mouvement de lutte armée de l'ANC, ce qui allait lui valoir de longues années de prison à partir de 1962. Il déclara lors de son procès : « *Nous avions toujours milité au sein de l'ANC en faveur d'une démocratie multiraciale [...] mais les faits dans leur dure réalité montraient que cinquante années de non-violence n'avaient rien apporté d'autre aux Africains qu'une législation toujours plus répressive et des droits toujours moins nombreux... Après le massacre de Sharpeville, nous eûmes le sentiment que les Africains ne pouvaient pas, sans faire usage de la violence, triompher un jour dans la lutte qu'ils avaient engagée contre le principe de la suprématie des Blancs. Nous n'avions plus que cette alternative : ou bien nous acceptions de demeurer en permanence dans l'infériorité, ou bien nous entrions en lutte contre le gouvernement. Nous avons opté pour le second parti* ».

Mais la lutte armée de l'ANC consista avant tout à organiser à l'aide de commandos des sabotages d'objectifs militaires ou symboliques, et l'ANC ne proposa jamais de perspectives révolutionnaires à la classe ouvrière noire et à la population pauvre qui avaient pourtant montré dans les événements leur force et leur détermination.

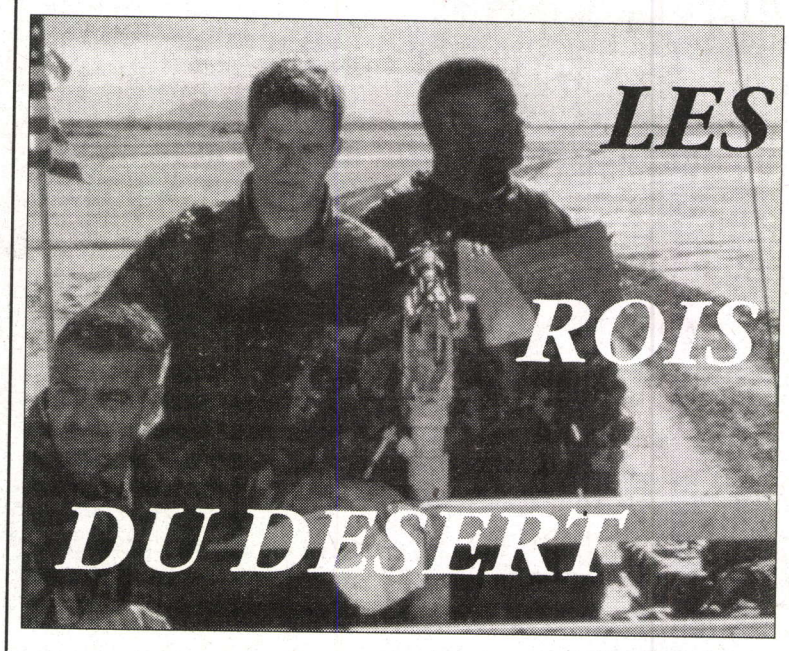
Après Sharpeville, la répression politique s'abattit lourdement pendant plusieurs années, contraignant les militants sinon à la prison, du moins à l'exil, ce qui permit au régime raciste de profiter de quelques années de relative paix sociale pour consolider son système. Mais dix ans plus tard allaient éclater à nouveau de grandes flambées de colère, de grèves et de manifestations dans la population, culminant avec la révolte de Soweto en 1976, suivie de nombreuses manifestations jusqu'à la fin de l'Apartheid en 1990 et la libération de Mandela, après 27 années de prison.

Le 21 mars, date anniversaire du massacre de Sharpeville, est devenu par une décision des Nations Unies de 1966 une journée internationale contre le racisme. Elle reste en tout cas un symbole de la férocité de ce régime de l'Apartheid, qui a pu régner 42 ans en Afrique du Sud.

Aujourd'hui, le régime de Pretoria a dû se débarrasser de ce système de racisme institutionnalisé, qui menaçait d'entraîner une véritable explosion politique et sociale, et associer au pouvoir politique une bourgeoisie et une petite bourgeoisie noires. Cela n'a pas mis fin pour autant à la misère pour la grande majorité des Noirs d'Afrique du Sud. L'« apartheid social », qui sépare comme sur le reste de la planète les riches et les pauvres, reste encore à abattre.

Claire LACOMBE

Voir



La région du sud de l'Irak, ravagée par les bombardements des grandes puissances, effectués sans relâche du 16 janvier à la fin février 1991, lors de la guerre du Golfe, voilà le cadre de ce film.

Cette histoire de baroudeurs à l'américaine commence juste après que Saddam Hussein a dû accepter le cessez-le-feu aux conditions des grandes puissances, qui refusaient que le dictateur d'un pays sous-développé annexe le Koweït, émirat érigé en Etat pour mieux s'approprier le pétrole que son sous-sol renferme. Campant au milieu du désert, des GI's fêtent la victoire de la façon violente et stupide propre à tous les militaires, frustrés d'avoir joué dans cette guerre un rôle trop passif à leur goût. Quatre d'entre eux s'échappent alors, pour une simple et courte promenade pensent-ils, afin de ramasser le « trésor » de lingots d'or que Saddam Hussein aurait dérobé au Koweït et dont ils viennent de découvrir la planque. Après bien des péripéties violentes, dont ils ne sortiront pas indemnes, ni moralement ni physiquement, ils parviendront à peu près à leur but.

Le film dépeint ces petits aventuriers comme des tueurs courant après un magot, mais il en fait aussi des héros, conservant un fond de bonté et d'humanité, permettant une conclusion de l'histoire très dans le ton « happy end » conventionnel.

Cependant, l'intérêt du film est de dresser tout de même un réquisitoire contre la guerre en général, horrible, barbare dans ses moindres détails. Il montre en particulier certains aspects de la guerre contre l'Irak qui, à l'époque, ont été complètement occultés par la propagande occidentale, qui expliquait qu'il s'agissait là d'une guerre « propre », avec des frappes « chirurgicales » détruisant les objectifs matériels mais épargnant les populations.

Le film évoque ainsi quelques aspects particulièrement révoltants de cette guerre : l'humiliation des prisonniers terrorisés, ne comprenant rien à des ordres hurlés en anglais ; la population civile démunie de tout, suppliant pour de la nourriture et des médicaments ; les enfants courant dans un champ de mines ; des pélicans agonisant dans une mare de pétrole ; et aussi tous les opposants à la dictature de Saddam, encouragés à se soulever puis cyniquement abandonnés à leur sort.

Les similitudes des situations que vivent les peuples sont également évoquées, au cours d'un dialogue poignant entre un des héros du film, capturé et torturé par les Irakiens, à qui son tortionnaire confie que, tout comme lui, il s'est engagé dans l'armée uniquement pour la paie et qu'il a été formé, y compris aux interrogatoires sadiques, par des militaires américains, pendant la guerre Iran-Irak.

Ce film montre des aspects odieux et monstrueux de la guerre des puissances impérialistes contre l'Irak et sa population, qu'il est bon de rappeler alors même que cette guerre se poursuit, par des bombardements périodiques et par un embargo sur tous les biens de première nécessité, embargo meurtrier pour la population du pays.

Alain VALLER

Russie

L'ÉLECTION SANS SURPRISE DE POUTINE

La victoire de Poutine, avec 52,5 % des voix dès le premier tour de l'élection présidentielle, n'a pas étonné grand monde en Russie. Les médias russes n'en ont eu que pour le candidat qu'Eltsine avait intronisé président par intérim en décembre dernier. Pesant bien plus que les journaux, les chaînes de télévision l'ont montré sous tous les angles. Partout sa « *Lettre ouverte* » aux électeurs trônait sur d'immenses panneaux. Elle ne contenait rien qui ressemble à un programme (il a dit en réserver l'annonce... pour après son élection), mais elle affichait l'omniprésence du candidat officiel.

Les onze autres candidats n'avaient rien non plus à présenter qui évoque, même de loin, un quelconque programme (au point que la presse russe a parfois fait état d'une campagne opposant des programmes – « *bulles de savon* ») mais, et c'était toute la différence avec Poutine, on ne les voyait pratiquement jamais, ni sur les murs, ni sur les écrans et encore moins sous la forme d'équipes de militants qui les auraient soutenus.

Le chœur des pro-poutine

Faisant la pluie, le beau temps et l'opinion dans les régions, les gouverneurs avaient rallié la cause de Poutine. Les partis les plus importants le soutenaient ouvertement, ou évitaient de l'attaquer même quand ils avaient leur propre candidat. Le Parti Communiste (son chef, Ziouganov, arrive deuxième avec 29,4 % des voix) sait ce qu'il peut attendre d'un Poutine qui lui a offert postes et sinécures en remerciement pour son « opposition constructive » après le scrutin législatif de décembre 1999. Grands perdants de ces législatives, les rivaux les plus en vue d'Eltsine, puis de Poutine (l'ex-Premier ministre Primakov et le maire de Moscou, Loujkov) avaient renoncé à briguer la présidence. Quant à plusieurs des douze candidats à la présidentielle (leur nombre étant censé prouver la vitalité de la « démocratie russe », comme disent sans rire les dirigeants occidentaux), ils annonçaient même publiquement souhaiter la victoire de Poutine !

D'avance, cette élection s'annonçait donc comme une farce. Une farce tragique car, il faut le rappeler, Poutine n'a obtenu le ralliement ou l'effacement de ses principaux concurrents qu'en lançant une nouvelle guerre contre la Tchétchénie.

Juché sur un monceau de cadavres tchétchènes et aussi de soldats russes, il a donc atteint son but. Aucun parti en compétition n'a fait même semblant de se dresser devant lui, et encore moins de lui reprocher de patauger dans le sang.

Et la population ?

Quant à la population, peu voire pas du tout au courant de ce qui se passe réellement en Tchétchénie (car la télévision, seule source d'information nationale, le passe systématiquement sous silence), et de toute façon d'abord préoccupée de ses propres problèmes de survie quotidienne, elle est restée largement indifférente au scrutin.

Dans la classe ouvrière, il est probable que le vote Ziouganov a rencontré quelque écho, d'ailleurs moins pour ce qu'il signifie réellement que parce que le qualificatif « communiste » du parti de Ziouganov sonne encore pour beaucoup comme un moyen de dire son rejet d'une société où les puissants affichent un enrichissement, produit de la corruption et du vol à grande échelle. Il semble aussi que certains, parmi l'intelligentsia notamment, aient été tentés de voter Ziouganov, mais pour des raisons fort opposées : pour son acceptation répétée d'une certaine forme de « marché », pour son nationalisme, et en tant que seul candidat crédité par les sondages de quelque poids et pouvant donc capitaliser sur son nom le dégoût qu'inspire à une fraction de la petite bourgeoisie la boucherie organisée par Poutine en Tchétchénie et son passé d'homme du KGB.

Mais dans cette couche de la société, plus nombreux étaient ceux qui disaient refuser de choisir entre un « communiste » et un général du KGB, et vouloir voter « *contre tous* » (la loi permet en effet de cocher la case « *contre tous* » du bulletin de vote où elle figure à la suite de celles des candidats en lice) ou s'abstenir.

A Moscou et dans les grandes villes, ce vote « *contre tous* » a paru, un temps, inquiéter le Kremlin qui s'est empressé de le présenter, par médias interposés, comme un acte incivique. Mais, de toute façon, même ceux qui n'ont pas voulu voter Poutine ne doutaient aucunement de son élection. Le parti du pouvoir avait bien trop misé sur Poutine pour qu'il puisse en aller autrement.

Pierre LAFFITTE

CETTE « DÉMOCRATIE » DONT ILS SE VANTENT

Officiellement, 68,8 % des électeurs auraient voté lors de l'élection du 26 mars, soit un peu moins qu'au scrutin présidentiel de 1996, mais cela prouve quoi ? Les commentateurs occidentaux ont voulu y voir un soutien de la population au profil guerrier que s'est donné Poutine. C'est vite dit.

Le parti de la guerre, celui du candidat du pouvoir, avait désigné les membres de la commission centrale de contrôle électoral tandis que, dans les régions, les autorités chargées de surveiller le scrutin le soutenaient.

Il était donc encore moins gêné pour arranger les résultats qu'Eltsine qui, fin 1993 et bien qu'affrontant la fronde généralisée des chefs des régions, prétendit contre toute évidence avoir obtenu l'adoption par référendum d'une Constitution lui donnant pleins pouvoirs. Sept ans après, tout le monde reconnaît qu'Eltsine avait falsifié le résultat de ce référendum mais, à l'époque, les Etats occidentaux avaient unanimement salué sa « *victoire démocratique* ».

Cette fois, les mêmes Etats occidentaux ont à nouveau « voté » à leur façon pour le candidat du pouvoir russe. Ils l'ont fait bien avant ce 26 mars en lui apportant leur soutien, en venant le rencontrer à Moscou comme l'anglais Blair, l'américaine Allbright et le français Védrine et en l'invitant, tel Chirac, à venir le voir à Paris après son élection. Un soutien réitéré dès le lendemain du scrutin : l'Union européenne a ainsi fait savoir qu'elle souhaitait « *établir un partenariat avec la Russie démocratique* », sans dire un mot, même hypocrite, du martyre infligé à la population tchétchène par Poutine et son armée.

Eh quoi, les chefs des grandes puissances occidentales ne vont pas jouer les dégoûtés. Même dégoulinant de sang tchétchène, Poutine ne fera pas tache sous les ors de la République française et autres démocraties occidentales, qui ont vu défiler bien d'autres sinistres dictateurs. Et sur le terrain de l'ignominie contre les peuples, les représentants du monde impérialiste n'ont rien, mais absolument rien à envier à un Poutine, eux dont l'« *ordre mondial* » exploite et opprime toute la planète et a à son actif des dizaines de Tchétchénies sur tous les continents.

P. L.

LUNETTES ROSES, RÉALITÉS SOMBRES

Des commentateurs ont cru pouvoir affirmer dans les journaux, ici, qu'outre la guerre, une des raisons de la victoire de Poutine tenait à l'amélioration de la situation économique du pays. Dans cette explication on ne sait ce qui l'emporte, de l'ignorance, des préjugés sociaux ou du mépris de classe.

Les autorités russes ont bien fait état (propagande électorale de Poutine oblige) d'une croissance de 8 % de la production industrielle et de 3 % du produit intérieur brut en 1999. Outre que les statistiques officielles, surtout en Russie, sont plus que sujettes à caution, l'embellie qu'y voient certains n'en est pas une, loin s'en faut.

Après le krach monétaire et bancaire d'août 1998, c'est toute l'économie russe qui a été atteinte. Depuis, le système bancaire reste paralysé (on le dit en faillite virtuelle).

N'ayant plus guère les moyens d'acheter à l'étranger pour satisfaire leurs besoins, les entreprises et la petite bourgeoisie se sont rabattues vers la production industrielle ou agricole nationale. Celle-ci en a été un peu stimulée.

Mais, déjà fortement amputé, le niveau de vie de la population travailleuse a plongé en 1998. En 1999, selon les données du ministère du Travail russe, il a encore régressé de 20 %. Ouvert ou masqué, le chômage continue de croître. Quant à la proportion de ceux qui doivent survivre avec moins que le minimum vital officiel, elle s'établit à 40 % de la population selon le gouvernement russe, évidemment peu suspect de noircir le tableau.

Il faut toute la bêtise de certains correspondants de presse pour oser écrire que la hausse du pétrole (son prix a triplé en un an, et la Russie en est un des premiers exportateurs) et un prétendu sursaut économique auraient permis au régime d'éponger les énormes arriérés de salaires dus à la population travailleuse.

L'avant-veille du scrutin présidentiel, un quotidien de l'Oural a publié une lettre de lecteur rapportant que, à Krasnoïarsk, les ouvriers de la plus grande usine de pneus du pays n'ont pas reçu de salaire depuis deux ans, que ceux du combinat textile attendent le leur depuis sept mois. Et c'est un exemple parmi bien d'autres. Même dans la seconde « capitale », l'industrielle Saint-Pétersbourg, il est courant que la paie ait un ou deux mois de retard dans certaines usines. Encore s'agit-il d'une ville « riche ». Dans sa périphérie ou celle de Moscou, près des gares et stations de métro, des ouvrières offrent aux passants une partie de la production, car on ne les règle qu'en nature. En province, c'est encore plus fréquent.

Si la hausse du prix du pétrole a permis quelque chose, c'est à Poutine de financer sa guerre en Tchétchénie. Et bien sûr elle permet aussi aux bureaucrates haut placés et aux affairistes dans leur sillage qui contrôlent les exportations de matières premières de continuer, comme par le passé, à détourner des sommes colossales vers leurs comptes off-shore. La population, elle, n'a rien vu de toute cette richesse.

P.L.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995